

Table des matières

Rapport de gestion

1. Points saillants	1
2. Introduction	3
3. À propos de CAE	4
4. Variations du change	12
5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières	13
6. Résultats consolidés	17
7. Résultats par secteur	20
8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés	26
9. Situation financière consolidée	27
10. Modifications de méthodes comptables	29
11. Contrôles et procédures	29
12. Principales informations financières trimestrielles	30

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé du résultat net	31
État consolidé du résultat global	32
État consolidé de la situation financière	33
État consolidé des variations des capitaux propres	34
Tableau consolidé des flux de trésorerie	35

Notes annexes

Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables	36
Note 2 – Modifications de méthodes comptables	37
Note 3 – Incidence de la pandémie de COVID-19	38
Note 4 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	39
Note 5 – Autres (profits) et pertes	42
Note 6 – Coûts de restructuration	42
Note 7 – Facilités d'emprunt et charges financières – montant net	43
Note 8 – Participation gouvernementale	43
Note 9 – Capital-actions, résultat par action et dividendes	44
Note 10 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	44
Note 11 – Juste valeur des instruments financiers	45
Note 12 – Transactions avec les parties liées	46

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2020

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)	T2-2021	T2-2020	Variation en \$	Variation en %
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	704,7 \$	896,8 \$	(192,1) \$	(21) %
Résultat opérationnel	28,2 \$	124,8 \$	(96,6) \$	(77) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ¹	79,3 \$	124,8 \$	(45,5) \$	(36) %
ROS avant les éléments particuliers ¹	79,3 \$	126,0 \$	(46,7) \$	(37) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(5,2) \$	73,8 \$	(79,0) \$	(107) %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	(0,02) \$	0,28 \$	(0,30) \$	(107) %
Résultat net avant les éléments particuliers ¹	34,2 \$	74,7 \$	(40,5) \$	(54) %
RPA avant les éléments particuliers ¹	0,13 \$	0,28 \$	(0,15) \$	(54) %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles ¹	44,9 \$	(7,1) \$	52,0 \$	732 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	45,6 \$	36,7 \$	8,9 \$	24 %
Situation financière				
Capital utilisé ¹	4 707,8 \$	4 794,1 \$	(86,3) \$	(2) %
Fonds de roulement hors trésorerie ¹	193,2 \$	318,2 \$	(125,0) \$	(39) %
Dette nette ¹	2 358,9 \$	2 442,8 \$	(83,9) \$	(3) %
Rendement du capital utilisé (RCU) ¹	3,7 %	10,7 %		
RCU avant les éléments particuliers	7,2 %	11,5 %		
Carnet de commandes				
Carnet de commandes total ¹	8 296,2 \$	9 238,4 \$	(942,2) \$	(10) %
Prises de commandes ¹	667,8 \$	995,4 \$	(327,6) \$	(33) %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	0,95	1,11		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	0,94	1,19		

PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2021

(montants en millions, sauf les montants par action)	T2-2021	T2-2020	Variation en \$	Variation en %
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	1 255,2 \$	1 722,4 \$	(467,2) \$	(27) %
Résultat opérationnel	(82,1) \$	235,7 \$	(317,8) \$	(135) %
Résultat opérationnel sectoriel	(31,0) \$	235,7 \$	(266,7) \$	(113) %
ROS avant les éléments particuliers	77,2 \$	239,3 \$	(162,1) \$	(68) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(115,8) \$	135,3 \$	(251,1) \$	(186) %
Résultat de base et dilué par action	(0,44) \$	0,51 \$	(0,95) \$	(186) %
Résultat net avant les éléments particuliers	3,9 \$	138,0 \$	(134,1) \$	(97) %
RPA avant les éléments particuliers	0,01 \$	0,52 \$	(0,51) \$	(98) %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles	(47,8) \$	(109,2) \$	61,4 \$	56 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(42,8) \$	(23,3) \$	(19,5) \$	(84) %

Pour l'exercice 2021, les éléments particuliers comprennent des coûts de restructuration de 51,1 millions \$ ainsi que les coûts nets engagés relativement à la pandémie de COVID-19, essentiellement du fait de pertes de valeur d'actifs non financiers et de montants à recevoir des clients de 108,2 millions \$. Pour l'exercice 2020, les éléments particuliers comprennent l'incidence de l'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier (BBAT), les coûts de réorganisation du secteur Défense et sécurité et la perte de valeur du goodwill du secteur Santé.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

La pandémie de COVID-19 a créé une incertitude sans précédent dans l'économie mondiale, l'industrie mondiale du transport aérien, le transport aérien de passagers et les activités de CAE. Plusieurs de nos clients sont confrontés à des défis importants, les compagnies aériennes et, dans une moindre mesure, les exploitants de jets d'affaires ayant été contraints d'immobiliser bon nombre de leurs appareils au sol à la suite des interdictions de voyager, des restrictions frontalières et de l'affaiblissement de la demande de transport aérien. Nous continuons de prendre des mesures pour protéger la santé et la sécurité de nos employés, de travailler avec nos clients afin de réduire les perturbations potentielles et de soutenir la collectivité en réagissant aux défis posés par cette pandémie mondiale. Cette pandémie a eu un impact important et immédiat sur tous nos secteurs, surtout celui des Solutions de formation pour l'aviation civile, en conséquence du choc sans précédent sur la demande et des perturbations importantes au niveau de ses propres activités, notamment des fermetures temporaires d'établissements, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, des retards dans l'exécution des programmes, des décisions d'achat plus lentes et des changements dans les priorités d'acquisition de ses clients.

Dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, l'incidence de la pandémie de COVID-19 s'est fait ressentir dès la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2020, entraînant la fermeture temporaire de certains centres de formation, la réduction du taux d'utilisation des simulateurs installés dans notre réseau du fait de la diminution de la demande de la part des clients du secteur de l'aviation et a donné lieu à des interruptions de l'exécution de notre carnet de commandes. Au pire du premier trimestre de l'exercice 2021, plus de la moitié des centres de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile dans le monde avaient complètement suspendu leurs activités ou fonctionnaient à un rythme considérablement réduit. À la fin de septembre 2020, tous les établissements auparavant fermés étaient toutefois ouverts et 4 établissements continuaient à fonctionner à capacité réduite. Nous avons commencé à constater une reprise au niveau du taux d'utilisation de la formation, surtout dans notre division Formation pour l'aviation d'affaires, mais nous continuons à fonctionner à des niveaux nettement inférieurs à ceux de l'exercice précédent.

Le secteur Défense et sécurité constate toujours des retards dans l'octroi de nouveaux contrats de même que dans l'exécution et l'avancement de certains programmes. En outre, les restrictions de voyage vers certains pays et la fermeture des frontières ont eu une incidence sur notre capacité à assurer la formation de certains pilotes internationaux qui ne peuvent pas se rendre dans nos centres de formation.

Dans le secteur Santé, les clients continuent de concentrer leurs efforts sur la gestion des demandes opérationnelles aiguës de cette crise sanitaire, ce qui s'est soldé par un budget moindre consacré aux activités normales et aux projets de formation. En outre, au fur et à mesure de leur réouverture, les établissements se sont tournés vers l'enseignement à distance et, bien que nous ayons offert de nouvelles solutions d'enseignement à distance, nous avons constaté une réduction de la demande de formation dans les campus universitaires et les hôpitaux, ce qui a entraîné des retards au niveau des activités de formation et des livraisons de simulateurs de patients. Le secteur Santé semble toutefois en bonne position pour tirer parti de l'évolution de l'appréciation de l'importance, de la pertinence et des avantages de la simulation et de la formation en soins de santé, qui aident à sauver des vies.

La série de mesures flexibles que nous avons prises pour protéger notre situation financière et préserver les liquidités a été maintenue. Les mesures incluent la réduction des dépenses en immobilisations et des investissements en R-D, des mesures strictes de réduction des coûts, un gel des salaires, des réductions salariales, des semaines de travail réduites, des mises à pied, la suspension de notre dividende par action ordinaire et de notre programme de rachat d'actions, ainsi que des reports de paiement sur certaines obligations locatives et obligations au titre de redevances gouvernementales et de la R-D en réaction à l'incidence de la pandémie de COVID-19. Nous avons également travaillé avec nos clients du secteur de la défense de manière à obtenir des paiements d'étapes plus favorables et à offrir des modifications de contrat qui accroissent la portée des travaux, et négocié avec nos fournisseurs pour obtenir des modalités de paiement plus souples.

Vous trouverez un complément d'information sur les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur nos activités sous *À propos de CAE et Résultats par secteur*, ainsi que dans notre rapport financier 2020, sous *Risques et incertitudes liés à nos activités*.

AUTRES

- Le 12 août 2020, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale, en adaptant notre effectif mondial et en ajustant nos activités en fonction de la baisse attendue de la demande pour certains produits et services. Nous avons annoncé que nous prévoyions comptabiliser des coûts de restructuration de quelque 100 millions \$, lesquels seront engagés tout au long des exercices 2021 et 2022, et réaliser des économies annuelles récurrentes d'environ 50 millions \$ à compter de l'exercice 2022. Nous avons mis en branle le programme de restructuration au cours de ce trimestre et avons engagé des coûts de restructuration de 51,1 millions \$ au 30 septembre 2020.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2021* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2021;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2020;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 10 novembre 2020 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2020. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et est fondée sur des chiffres non audités. Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 et à nos états financiers consolidés annuels audités, que vous trouverez dans notre rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier 2020 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Événements postérieurs à la date de clôture;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, vouloir, devoir, stratégie, futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment les risques liés à la pandémie de COVID-19, comme la santé et la sécurité, la réduction et l'interruption d'activités, la conjoncture économique mondiale, le détournement de l'attention de la direction, l'intensification des risques liés aux TI, les risques de liquidité et de crédit, les risques liés à l'industrie, comme la concurrence, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les questions liées à la réglementation, les catastrophes naturelles ou autres, les lois et règlements environnementaux, les changements climatiques, des risques propres à CAE, comme l'évolution des normes et l'innovation technologique, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle et de notre marque, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, les risques liés à la responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par les assurances ou faire l'objet d'indemnisations, les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des entreprises acquises par voie de fusions, d'acquisitions, de coentreprises, d'alliances stratégiques ou de dessaisissements, le risque d'atteinte à la réputation, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires, les technologies de l'information et la cybersécurité, notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs, la confidentialité des données et des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, le risque de crédit, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, l'incertitude géopolitique, les lois anticorruption et les questions fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées dans notre rapport financier 2020. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion pourrait être exacerbé si la pandémie de COVID-19 persiste et pourrait avoir une incidence défavorable plus marquée sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de CAE. Nous avisons le lecteur que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et la sécurité et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Grâce aux besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des revenus de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec quelque 10 000 employés et 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologique qui rendent le monde plus sécuritaire.

3.3 Notre vision

Être le partenaire mondial de choix dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité et des soins de santé en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Les huit forces de CAE

Nous sommes d'avis que huit forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie;
- Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme;
- Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité;
- Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité;
- Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités.

Haut niveau d'activités récurrentes

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Plus de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services technologiques, importante source d'activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide

Nous sommes un chef de file dans chacun de nos trois secteurs d'activité en raison de notre envergure, de l'ampleur de nos solutions et services technologiques et de notre portée mondiale. Nous bénéficions d'un fossé concurrentiel solide, appuyés par 70 ans d'innovations et repoussant sans cesse les limites grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel de haute technologie à immersion numérique. Notre vaste réseau mondial de formation, nos capacités uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, nos solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologique, notre expertise approfondie, notre position de leader d'opinion de l'industrie, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices et de soutien opérationnel à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'à la santé. Ces trois grands marchés présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché à long terme.

Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie

CAE est une société qui fournit des solutions de formation et de soutien opérationnel de haute technologie et un leader d'opinion en ce qui a trait à l'application de la modélisation et de la simulation, de la réalité virtuelle et de l'analyse avancée pour créer des solutions de formation et de soutien opérationnel très innovatrices et à immersion numérique pour les clients des secteurs de l'aviation civile, de la défense et la sécurité et des soins de santé.

Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme

Pour chacun de nos secteurs, nous prévoyons que le taux de croissance pourrait être supérieur à celui des marchés sous-jacents en raison de notre capacité à accroître notre part des marchés que nous servons. La proportion croissante de nos produits des activités ordinaires récurrents est largement due aux besoins de nos clients en matière de formation continue et de soutien opérationnel, ainsi qu'à notre capacité à les aider à réaliser ces activités essentielles. Nous mettons à contribution notre position de marché dominante pour approfondir et étendre nos relations clients et, ainsi, obtenir une plus grande part de leurs responsabilités essentielles. Nous nous efforcerons d'optimiser et d'accroître l'utilisation de notre réseau mondial de formation et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants à long terme.

Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité

Un CAE est le précepte interne qui représente notre culture d'innovation, le pouvoir d'agir, l'excellence et l'intégrité. La combinaison de ces quatre valeurs clés confère à CAE sa position de chef de file du marché, sa solide réputation et ses connaissances inégalées des clients.

Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité

CAE est fière de son excellente équipe diversifiée qui a un impact social unique sur la sécurité. Chaque jour, nos employés soutiennent les activités les plus critiques de nos clients avec les solutions les plus innovatrices qui soient et, ce faisant, ils contribuent à rendre le monde plus sécuritaire. Nous aidons à rendre le transport aérien et les soins de santé plus sécuritaires, et nos forces de défense à maintenir la sécurité.

Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités

CAE a à cœur le maintien d'une situation financière solide. Nous utilisons des critères établis pour évaluer les occasions de répartition de capital. De par leur nature, notre modèle d'affaires et notre réseau de formation génèrent d'importantes liquidités.

3.5 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation et de soutien opérationnel à immersion numérique à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales, des organismes de santé publique et des fabricants OEM.

INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Vers la fin de décembre 2019, un nouveau coronavirus (SARS-CoV-2/COVID-19) a été identifié en Chine, et des cas ont été confirmés par la suite dans plusieurs pays dans le monde. L'épidémie a été déclarée urgence de santé publique de portée internationale le 30 janvier 2020 et a ensuite été classée dans la catégorie des pandémies par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020. L'émergence de la pandémie de COVID-19 a poussé les gouvernements et les entreprises du monde entier à adopter des mesures d'urgence pour combattre la propagation du virus tout en s'efforçant de maintenir les services essentiels. Ces mesures ont notamment compris des interdictions de voyager, des restrictions frontalières, des protocoles de fermeture et des mesures de confinement.

La COVID-19 a créé une incertitude sans précédent dans l'économie mondiale, l'industrie du transport aérien dans le monde et le transport aérien de passagers, a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, a créé un ralentissement économique important et a perturbé les marchés financiers. Ces conditions économiques défavorables devraient perdurer tant et aussi longtemps que les mesures prises pour endiguer la propagation du virus de la COVID-19 persisteront, et certaines conditions économiques défavorables pourraient se poursuivre même après le retrait graduel de ces mesures et par la suite, en particulier dans l'industrie du transport aérien et du transport aérien de passagers dans le monde. Ces mesures et conditions ont eu, et devraient continuer d'avoir, une incidence défavorable sur nos activités et nos résultats financiers, au moins tant que les mesures adoptées en réaction à la pandémie de COVID-19 resteront en place ou seront réintroduites.

La pandémie de COVID-19 a commencé à se répercuter sur plusieurs emplacements opérationnels et marchés internationaux, tout d'abord en Asie en janvier et février, puis dans le reste du monde en mars 2020. La situation s'est détériorée en avril et, bien qu'il y ait eu une certaine reprise à compter de juin et tout au long du deuxième trimestre, en particulier dans notre division Formation pour l'aviation d'affaires, nous fonctionnons toujours à un niveau considérablement inférieur à celui de l'an dernier. Plusieurs de nos clients demeurent confrontés à des défis importants, les compagnies aériennes et, dans une moindre mesure, les exploitants de jets d'affaires ayant été contraints d'immobiliser bon nombre de leurs appareils au sol à la suite des interdictions de voyager, des restrictions frontalières et de l'affaiblissement de la demande de transport aérien. Cette pandémie a eu un impact important et immédiat sur tous nos secteurs, surtout celui des Solutions de formation pour l'aviation civile, où les transporteurs sont confrontés à des défis financiers importants en conséquence du choc sans précédent sur la demande et des perturbations importantes de nos propres activités, notamment des fermetures temporaires d'établissements, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, des retards dans l'exécution des programmes, des décisions d'achat plus lentes et des changements dans les priorités d'acquisition de nos clients. Nous continuons de prendre des mesures pour protéger la santé et la sécurité de nos employés, de travailler avec nos clients afin de réduire les perturbations potentielles et de soutenir la collectivité face aux défis posés par cette pandémie mondiale.

Incidence sur les activités de CAE

Aviation civile

La formation des pilotes, des techniciens de maintenance et du personnel de cabine est un service essentiel qui est indispensable au maintien des activités de nos clients. Cependant, le secteur mondial du transport aérien est confronté à une chute sévère et brutale du transport aérien de passagers, et les compagnies aériennes et les exploitants de jets d'affaires doivent immobiliser au sol bon nombre de leurs appareils et mettre à pied des employés, ce qui a donné lieu à une baisse importante de la demande pour nos services de formation. En raison de la réduction de la demande, conjuguée aux directives de santé publique, plus de la moitié de nos centres de formation du secteur de l'aviation civile avaient suspendu leurs activités ou fonctionnaient à un rythme considérablement réduit au pire de la crise en avril 2020. À la fin de septembre 2020, tous les centres de formation précédemment fermés avaient repris leurs activités et 4 établissements fonctionnaient toujours à un rythme réduit, par rapport à 15 établissements en juin 2020. Nous continuons à nous adapter à la situation, et à exercer nos activités conformément à la situation locale entourant la COVID-19 et aux protocoles mis en place par les gouvernements. Outre les perturbations de notre réseau de centres de formation de l'aviation civile, nous avons dû, en vertu de directives publiques, suspendre la plupart des activités de fabrication de produits de simulation de l'aviation civile à partir du 25 mars 2020, avec une reprise graduelle des activités de fabrication en mai 2020.

La réduction de la demande nationale et internationale de transport de passagers a eu de graves répercussions sur le secteur de l'aviation. Au cours des neuf premiers mois de l'année civile 2020, le trafic passagers a fléchi de 65 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année civile 2019. Dans ses prévisions les plus récentes publiées le 29 septembre 2020, l'Association du transport aérien international affirme que, cette année, la demande nationale et internationale de transport de passagers pourrait diminuer de 66 % par rapport à celle de l'année civile 2019. En conséquence, les transporteurs reportent la formation initiale des nouveaux pilotes et, dans certains cas, ils ont demandé aux autorités locales de reporter temporairement les obligations de formation périodique des pilotes. Dans le domaine de l'aviation d'affaires, bien que l'activité ait également diminué en raison des mesures de confinement, des interdictions de voyager, des restrictions frontalières et des protocoles de fermeture, nous avons constaté une certaine reprise au niveau du taux d'utilisation de la formation au deuxième trimestre de l'exercice 2021. Depuis la fin du premier trimestre de l'exercice 2021, le trafic de jets d'affaires a montré des signes d'amélioration par rapport au creux enregistré en avril, la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis ayant signalé une baisse annuelle de 16 % du nombre total de vols de jets d'affaires pour le mois de septembre, comparativement à une baisse respective de 24 % et de 75 % pour les mois de juin et d'avril. De même, Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, a fait état d'une baisse annuelle de 14 % en septembre, comparativement à un recul de 41 % en juin et de 71 % en avril. Pour préserver les ressources, les compagnies aériennes reportent également les livraisons de nouveaux appareils, prévoient le retrait anticipé de certains types d'appareils de leurs parcs et cherchent à obtenir une aide financière des autorités locales. Il en résultera probablement une baisse des commandes de simulateurs pour l'exercice en cours par rapport aux derniers exercices et certains retards dans l'exécution des commandes actuellement en carnet. En outre, nous avons réévalué certaines des valeurs contractuelles estimatives du carnet de commandes de formation de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile de manière à tenir compte de la modification des estimations touchant les besoins de formation de nos clients pendant le ralentissement découlant de la pandémie de COVID-19. CAE continue de travailler en étroite collaboration avec ses clients pour suivre la situation et répondre à leurs besoins.

L'incidence financière de la diminution du taux d'utilisation de la formation, du ralentissement de la production, de la réduction des commandes et des livraisons, et des autres perturbations devrait être fortement défavorable aux activités et à la situation financière de l'exercice en cours. Nous continuons à prévoir un second semestre plus solide que le premier, et le rythme de la reprise de CAE à partir de ce moment sera fortement lié au rythme auquel les interdictions de voyage et les quarantaines pourront être levées en toute sécurité et les activités reprendront.

Défense et sécurité

La pandémie de COVID-19 a gravement touché toutes les strates de la société, et les gouvernements ont réaffirmé le rôle essentiel joué par les forces armées et prennent des mesures pour atténuer au minimum les répercussions sur les forces de défense et la base industrielle de défense. Dans les pays où nous exerçons des activités importantes, la plupart des gouvernements ont classé le marché de la défense comme un service essentiel et déterminé qu'un certain niveau d'entraînement doit continuer pour répondre aux besoins de préparation en soutien à la sécurité nationale. En conséquence, la quasi-totalité des emplacements où nous fournissons des services ont rouvert leurs portes, la plupart exerçant leurs activités à pleine capacité ou presque. Les activités de fabrication de produits de simulation pour le secteur de la défense se sont poursuivies pendant la pandémie, mais l'exécution a été perturbée par la mobilité limitée et les restrictions d'accès aux clients.

Malgré certaines des initiatives prises par les gouvernements pour atténuer les effets de la pandémie, celle-ci a eu des répercussions défavorables sur les activités du secteur de la défense de CAE. Une série de programmes avec des clients du secteur de la défense et des fabricants OEM dans le monde entier ont connu des retards en raison d'interdictions de voyager, de restrictions frontalières, de restrictions d'accès aux clients et de perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Certaines des tâches requises et des essais d'acceptation se sont poursuivis au moyen de réunions virtuelles et de procédures de travail à distance, mais les retards ont eu des répercussions sur certaines étapes clés, ce qui a eu un effet défavorable sur les produits des activités ordinaires et le bénéfice opérationnel. En outre, le niveau des mesures de relance budgétaire prises par les gouvernements du monde entier pour contrer les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 pourrait entraîner des pressions accrues sur les dépenses en matière de défense. Au Moyen-Orient, les clients de CAE sont actuellement confrontés aux répercussions de la pandémie et à la baisse des prix du pétrole, ce qui ralentit le rythme de progression des programmes existants de CAE et l'octroi de nouveaux programmes. Il y a également eu des retards dans l'octroi de nouveaux contrats, car les organismes gouvernementaux chargés des acquisitions fonctionnent à un rythme réduit et les autorités gouvernementales suivent les directives de leurs pays respectifs en matière de confinement et d'arrêt des déplacements. Ces retards ont eu une incidence sur les prises de commandes au cours du premier semestre de l'exercice 2021 et, bien que nous nous attendions à une meilleure performance au second semestre de l'exercice, nous prévoyons que l'octroi de nouveaux contrats continuera d'accuser un certain retard.

Santé

Dans le secteur Santé, une large part du marché des produits de simulation se compose d'écoles de médecine et de soins infirmiers qui ont également fait l'objet de protocoles de fermeture, ce qui a eu une incidence défavorable sur notre capacité à conclure des contrats et à honorer les commandes existantes. Alors que les institutions commencent à reprendre leurs activités et à offrir un enseignement à distance, CAE Santé a fourni de nouveaux outils et une formation sur la façon d'intégrer l'enseignement à distance à nos solutions, et nous avons développé une plateforme de formation clinique transformative comportant des patients virtuels, du matériel médical virtuel et des expériences cliniques simulées (ECS) destinés à l'enseignement. Nous avons lancé de nouveaux outils d'apprentissage à distance à l'intention des formateurs cliniques au sein de notre solution de gestion de centres LearningSpace, y compris une salle d'examen virtuelle. Dans le marché hospitalier, nos clients continuent à se concentrer sur la gestion des exigences opérationnelles aiguës de cette crise sanitaire plutôt que sur leurs besoins de formation, ce qui a entraîné une diminution de l'intérêt et du budget consacrés aux activités normales et aux projets de formation. Les activités de fabrication de produits se sont également poursuivies pendant la pandémie.

Pour fournir un soutien pendant la pandémie de COVID-19, nos ingénieurs et scientifiques ont conçu un respirateur artificiel facile à utiliser, à entretenir et à fabriquer qui sera destiné aux patients hospitalisés aux soins intensifs. En avril 2020, CAE a été sélectionnée par le gouvernement canadien pour concevoir et fabriquer des respirateurs CAE Air1, dont la livraison a débuté en septembre 2020. De plus, nous avons fourni gratuitement des séminaires de formation sur la façon de préparer les professionnels de la santé à lutter comparativement à la COVID-19. L'équipe de CAE a lancé des solutions de formation fondées sur la simulation, tant sous forme de logiciels en ligne que de matériel, pour former le personnel à pratiquer de façon sécuritaire l'intubation et la ventilation, qui sont des compétences essentielles pour sauver des vies.

Vous trouverez un complément d'information sur l'incidence financière de la pandémie de COVID-19 sur nos activités sous *Résultats par secteur*.

Mesures pour soutenir les liquidités et atténuer les répercussions sur nos activités

Pour répondre à l'incidence défavorable de la COVID-19, CAE a suivi de près l'évolution de la pandémie de COVID-19, et nous avons mis en œuvre des mesures que nous adaptions activement afin de réduire l'incidence pour nos employés, nous assurer de préserver les liquidités nécessaires pour faire face à ce ralentissement et ainsi garantir que nous serons en position de force pour servir nos clients lorsque les marchés commenceront à se remettre de cette pandémie. Nous avons formé un comité composé de l'équipe de haute direction et des principaux dirigeants de l'organisation afin de suivre, au quotidien, l'évolution de la pandémie, d'évaluer les mesures mises en place par les gouvernements locaux et nationaux et les conséquences qui en découlent pour CAE et de mettre en œuvre les plans d'urgence nécessaires en temps réel à mesure que la situation évolue, en se concentrant sur trois priorités : protéger la santé et la sécurité des employés, soutenir les activités importantes des clients et assurer la continuité des activités.

La série de mesures flexibles mises en œuvre pour protéger notre situation financière, préserver nos liquidités et réduire nos charges opérationnelles a été maintenue. Les mesures incluent la réduction des dépenses en immobilisations et des investissements en R-D, des mesures strictes de réduction des coûts, un gel des salaires, des réductions salariales, des semaines de travail réduites, des mises à pied, la suspension de notre dividende par action ordinaire et de notre programme de rachat d'actions de même que des reports de paiement sur certaines obligations locatives et obligations au titre de redevances gouvernementales et de la R-D en réaction à l'incidence de la pandémie de COVID-19. Nous avons également renégocié les contrats conclus avec nos clients du secteur de la défense de manière à obtenir des paiements d'étapes plus favorables et à offrir d'autres modifications de contrat qui accroissent la portée des travaux, de même qu'avec nos fournisseurs pour obtenir des modalités de paiement plus souples. Au premier trimestre de l'exercice 2021, nous avons conclu une nouvelle facilité de crédit renouvelable non garantie de premier rang de 500,0 millions \$ d'une durée de deux ans et porté de 300,0 millions \$ US à 400,0 millions \$ US la limite de notre programme d'achat de créances. Ces transactions nous permettront d'accéder à des liquidités additionnelles et renforceront notre situation financière.

Le total des liquidités disponibles au 30 septembre 2020 était d'environ 2,0 milliards \$, incluant un montant de 258,0 millions \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie, les montants disponibles sur notre facilité de crédit renouvelable et le solde de notre programme d'achat de créances. Nous sommes d'avis que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, le montant disponible sur notre facilité de crédit renouvelable engagée et la trésorerie provenant des activités opérationnelles suffiront à fournir des liquidités pour nos activités dans un avenir prévisible.

Pour réduire au minimum l'incidence de cette période difficile sur les employés, CAE s'est prévaluée des mesures d'urgence gouvernementales et des programmes de subventions salariales qui sont offerts dans le monde, y compris le programme de Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). Le gouvernement du Canada a maintenu le programme de SSUC jusqu'en juin 2021 et, bien que le montant des subventions dont pourrait se prévaloir CAE devrait être considérablement moins élevé pour le reste de l'exercice, nous avons l'intention de continuer à participer au programme, sous réserve de répondre aux critères d'admissibilité.

En août 2020, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale, en adaptant notre effectif mondial et en ajustant nos activités en fonction de la baisse prévue de la demande pour certains produits et services. Parmi ces mesures, notons également l'introduction et l'accélération de nouveaux processus numériques améliorés. Dans la foulée de ces mesures, nous avons annoncé que nous prévoyions comptabiliser des coûts de restructuration d'environ 100 millions \$ sur la durée du programme, essentiellement des frais immobiliers, de relocalisation d'actifs et d'autres coûts directement liés à l'optimisation de notre présence opérationnelle, de même que des indemnités de cessation d'emploi, coûts qui seront engagés tout au long des exercices 2021 et 2022. Nous prévoyons réaliser des économies annuelles récurrentes d'environ 50 millions \$ à compter de l'exercice 2022. Nous avons mis en branle le programme de restructuration au cours du trimestre écoulé et avons engagé des coûts de restructuration de 51,1 millions \$ au 30 septembre 2020.

Malgré la mise en place des mesures ci-dessus, rien ne garantit qu'elles suffiront à atténuer les répercussions directes et indirectes du virus et son incidence sur nos activités, notre situation financière et nos résultats opérationnels futurs. En outre, l'incidence des nouvelles technologies et initiatives que nous avons lancées ou que nous lancerons en réaction à la pandémie de COVID-19 sur nos activités, notre situation financière et nos résultats opérationnels est incertaine, et pourrait nous exposer à des risques supplémentaires.

La pandémie de COVID-19 et les restrictions qui en découlent pourraient également perturber ou retarder la capacité des employés à travailler parce qu'ils contractent eux-mêmes le virus ou doivent s'occuper de proches malades; elles pourraient également entraîner des retards ou des perturbations dans notre chaîne d'approvisionnement, accroître notre vulnérabilité, celle de nos partenaires et fournisseurs de services quant aux atteintes à la sécurité, aux attaques par déni de service ou autres attaques de piratage ou d'hameçonnage, ou encore provoquer d'autres événements imprévisibles. Par ailleurs, bien que nous ayons tenté d'identifier les risques liés à la COVID-19 auxquels nos activités sont exposées, l'incertitude et l'imprévisibilité entourant la pandémie de COVID-19 signifient qu'il pourrait y avoir d'autres risques que nous ne connaissons pas actuellement ou que nous estimons peu importants actuellement, mais qui pourraient également influencer sur nos activités, notre situation financière et nos résultats opérationnels.

Les répercussions de la COVID-19 se font toujours sentir, et l'incidence de la pandémie de COVID-19 de même que les effets connexes sur l'économie mondiale pourraient ne pas se refléter pleinement dans nos résultats opérationnels avant les périodes futures. Il est difficile de prévoir la durée ou la gravité de la pandémie et il est extrêmement difficile pour CAE d'estimer ou de quantifier l'ampleur de l'incidence de la pandémie sur nos activités, notre situation financière et notre plan stratégique, bien qu'elle puisse se révéler importante. En raison de la nature sans précédent et persistante de la COVID-19 et étant donné que les mesures prises en réaction à la pandémie évoluent en temps réel et diffèrent d'une région à l'autre, les estimations des répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 restent foncièrement très incertaines et spéculatives. Même une fois la pandémie de COVID-19 terminée, les perturbations continues de l'économie mondiale et toute récession qui en résulterait pourraient continuer à avoir des répercussions négatives importantes sur nos activités, notre situation financière et nos plans stratégiques au-delà de cette période. En outre, des répercussions négatives importantes pour nos employés, nos clients, nos fournisseurs, nos partenaires ou d'autres parties prenantes pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nous.

Résilience des activités de CAE

Lorsque cette pandémie a commencé, nous étions en position de force, en tête du marché mondial, avec des sources de revenus récurrents ainsi qu'une situation financière solide. Nous avons pris des mesures décisives, mais flexibles pour protéger notre personnel et nos activités dans l'immédiat et pour nous donner la marge de manœuvre nécessaire pour renouer avec la croissance à long terme lorsque le secteur du transport aérien mondial se ressaisira.

Dans l'aviation civile, la formation est très réglementée, et pour que les pilotes demeurent en service actif et qu'ils conservent leurs certifications, ils doivent s'entraîner régulièrement pour démontrer leurs compétences, habituellement tous les six à neuf mois. Alors que les activités de formation liées à la croissance de la population mondiale de pilotes et aux mouvements de pilotes vers de nouveaux postes ont été considérablement réduites, la formation récurrente pour maintenir la certification n'est pas facultative. Pour nous adapter à ces nouvelles circonstances, nous avons déjà lancé de nouvelles offres de services virtuels pour soutenir nos clients, comme l'obtention de l'approbation de la FAA et d'autres autorités du secteur de l'aviation civile pour la formation virtuelle dans certains de nos organismes de formation au pilotage et le soutien à distance pour l'installation, l'acceptation et la certification de simulateurs de vol. Notre capacité d'adaptation et la nécessité croissante pour les compagnies aériennes de mettre en place des mesures de contrôle des coûts en raison de cette pandémie pourraient servir de catalyseur aux clients potentiels qui pourraient en venir à réaliser les avantages de l'impartition de leurs besoins de formation auprès de CAE comme moyen de réduire leurs coûts de formation interne. Un autre facteur important de notre résilience est le solide carnet de commandes de simulateurs de vol civils, qui a été préfinancé par des acomptes de clients et des paiements échelonnés. Bien que nous nous attendions à quelques demandes de report, les annulations de commandes de simulateurs de vol ne sont pas courantes étant donné le capital que les clients ont déployé et le fait que les commandes soient étroitement liées aux besoins opérationnels des compagnies aériennes.

En novembre 2020, nous avons publié notre rapport Perspectives sur la demande de pilotes 2020-2029, qui démontre un besoin mondial attendu de 264 000 nouveaux pilotes dans le secteur de l'aviation civile afin de soutenir la croissance et les départs à la retraite au cours des dix prochaines années. À court terme, nous estimons qu'environ 27 000 nouveaux pilotes professionnels seraient nécessaires dès la fin de 2021.

Dans le secteur Défense, les gouvernements reconnaissent l'importance cruciale de la défense nationale et ont été proactifs dans la mise en œuvre de mesures visant à maintenir et à protéger le secteur de la défense et ses fournisseurs, comme en témoignent les nombreux gouvernements qui utilisent les programmes de défense comme un mécanisme pour maintenir et stimuler l'économie. Par exemple, des pays comme le Canada, le Royaume-Uni et l'Australie ont mis en place des mesures telles que des paiements accélérés pour soutenir les flux de trésorerie des fournisseurs à l'égard des programmes existants. Ces mesures, conjuguées au carnet de commandes du secteur Défense, constituent un niveau supplémentaire de diversification pour nos activités. Nous avons également démontré notre capacité d'adaptation dans ces circonstances difficiles avec, par exemple, la mise en œuvre d'une gamme de solutions d'apprentissage en classe et à distance afin de soutenir la formation des clients des secteurs de la défense et de la sécurité publique, ainsi que le développement de stages virtuels en ingénierie à l'intention d'étudiants aux Émirats arabes unis.

Nous entrevoyons des opportunités futures pour le secteur Santé, notamment notre nouvelle gamme de respirateurs CAE Air1, les solutions de formation liées à la COVID-19 et la reconnaissance accrue de la valeur de la simulation pour la préparation aux pandémies et à d'autres scénarios à haut risque. Cette démarche est soutenue par des organisations professionnelles telles que l'International Nursing Association of Clinical Simulation and Learning (INACSL) et la Society for Simulation in Healthcare, qui proposent aux organismes de réglementation et aux décideurs politiques de faire preuve de souplesse en autorisant le remplacement des heures cliniques habituellement effectuées dans un contexte de soins de santé en direct par celles des expériences virtuellement simulées à la suite de cette pandémie. Dans le même ordre d'idées, en avril 2020, nous avons lancé une série de baladodiffusions intitulées « Simulation Debrief », dans lesquelles des pionniers et des experts du domaine discutent de l'avenir de la simulation en soins de santé. Notre objectif est d'offrir une expérience de formation d'une qualité irréprochable en proposant des solutions d'apprentissage clinique innovatrices qui peuvent être mises en œuvre rapidement et facilement dans l'environnement actuel d'enseignement en soins de santé. Preuve de l'innovation du secteur Santé, notre cours d'appoint adaptatif sur les respirateurs a remporté le prix Emergency Medical Services (EMS) World Innovation ainsi que le prix des participants à l'occasion du congrès annuel EMS World.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, une gamme complète de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation civile dans le monde. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership d'opinion en la matière, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 35 pays et, grâce à notre important réseau de plus de 60 emplacements à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et des services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous gérons actuellement 308 simulateurs de vol (FFS)², y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris un système fournissant des données en temps réel et des évaluations normalisées appelé CAE Rise^{MC}, qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol et compte quelque 30 programmes de formation des élèves-pilotes dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux, pour des exploitants d'avions d'affaires ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nos dispositifs de simulation de vol, incluant nos FFS, sont conçus pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, et de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance ou renouvellement à long terme prévu du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un fournisseur de solutions d'entraînement et de soutien aux missions pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions d'entraînement et de soutien aux missions destinées aux forces de défense. De plus en plus, nous nous concentrons sur les technologies numériques et les solutions basées sur les données qui aident nos clients du secteur de la défense à planifier, à préparer et à analyser afin d'améliorer les performances et de prendre de meilleures décisions. La pandémie de COVID-19 a suscité une incertitude dans tous les secteurs de la société, et les gouvernements ont réaffirmé le rôle critique et essentiel joué par les forces militaires et pris des mesures pour atténuer au minimum les répercussions tant sur les forces de défense que sur le secteur de la défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à notre savoir-faire et à notre expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, nous sommes à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement réel, virtuel et constructif intégré afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotes, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le programme portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis et notre rôle de soutien dans la phase de conception du programme de navires de combat de surface canadiens. Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. De plus en plus, nous sommes engagés auprès des clients du secteur de la défense à tirer parti des environnements synthétiques et des technologies d'immersion numérique pour fournir une gamme de solutions de soutien aux missions, y compris l'analyse et l'ingénierie des systèmes, l'aide à la prise de décisions et l'augmentation des effectifs. Par exemple, CAE USA Mission Solutions Inc. (MSI), une filiale de CAE USA Inc. qui est autorisée à participer à des programmes de sécurité de plus haut niveau, fournit un éventail de solutions de soutien opérationnel au département américain de la défense (DoD).

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

Les forces de défense continuent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre l'entraînement réel, virtuel et constructif de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. Nous privilégions les programmes qui intègrent l'entraînement réel, virtuel et constructif, dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur l'un des trois aspects de la formation. En tant qu'intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous pouvons offrir à nos clients une gamme complète de solutions de formation innovatrices allant d'environnements d'apprentissage numérique et de capacités de réalité mixte à l'entraînement réel, virtuel et constructif intégré dans un environnement en réseau sécurisé. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité et la préparation. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par un sous-traitant; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons des services d'analyse des besoins en formation, des services d'analyse des données de formation, des didacticiels, des services de conception de systèmes d'entraînement, des installations, des centres de contrôle tactique, des environnements synthétiques, des solutions de réalité mixte, une gamme de simulateurs et de dispositifs d'entraînement, des outils d'entraînement en vol, des salles de classe dotées d'outils numériques, des services d'entraînement en mode distribué, des services d'élaboration de scénarios, des instructeurs, des services d'exploitation de centres de formation, ainsi qu'un processus continu d'amélioration de la formation intégrant l'analyse de mégadonnées. Qui plus est, nous tirons de plus en plus parti de notre savoir-faire en matière de modélisation et de simulation pour permettre aux forces de défense d'utiliser des environnements synthétiques pour la planification, l'analyse et l'aide à la prise de décisions opérationnelles.

Nous avons livré des produits de simulation et des services d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 40 pays. Nous fournissons une gamme de services d'entraînement et de soutien opérationnel comme des services de soutien logistique, de maintenance, d'ingénierie des systèmes, d'augmentation de l'effectif, d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 100 établissements dans le monde, y compris nos coentreprises. Nous soutenons également l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions d'entraînement et de soutien opérationnel est déterminée par les facteurs suivants :

- Budgets de défense;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement, de maintenance et de soutien opérationnel;
- Défis liés au recrutement, à l'entraînement et au maintien en poste de pilotes et de membres d'équipage pour les forces militaires du monde entier;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser le niveau de la préparation;
- Besoins en matière d'environnements synthétiques pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris les exercices d'entraînement des forces interarmées et de coalition;
- Volonté des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage aux environnements synthétiques pour la planification, l'analyse et le soutien aux décisions;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous fournissons des solutions intégrées d'enseignement et de formation, dont la simulation chirurgicale et d'échographie, des programmes de formation, des plateformes de gestion de centres et des supports audiovisuels ainsi que des simulateurs de patients, aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques tout au long de leur cycle professionnel. En outre, nous avons conçu et fabriqué des respirateurs destinés aux patients hospitalisés aux soins intensifs en raison de la pandémie de COVID-19.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant les erreurs médicales. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins aux patients. Pour ce faire, nous avons créé à ce jour trois Centres d'excellence CAE Santé afin d'améliorer la formation clinique et d'élaborer de nouveaux programmes et technologies de formation à l'intention des professionnels et des étudiants en soins de santé. Le marché de la simulation en soins de santé est en pleine croissance, on constate aux États-Unis une transition des soins rémunérés à l'acte vers les soins fondés sur la valeur dans les hôpitaux. De plus, les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée et la plus innovatrice de solutions de formation médicale, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des plateformes de gestion de centres, des applications de réalité augmentée, des modules d'apprentissage en ligne et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous fournissons des solutions de formation à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau mondial. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients fondés sur des modèles de physiologie humaine évolués qui simulent des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement haute fidélité CAE Lucina a été conçu pour offrir des scénarios de simulation d'un réalisme exceptionnel qui permettent de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares. Au cours des deux dernières années, nous avons continué d'investir dans le développement de nouveaux produits pour répondre à la demande croissante sur le marché de la simulation en soins de santé. Nous avons lancé CAE Juno, un mannequin de compétences cliniques qui permet aux programmes de soins infirmiers de s'adapter à l'accès restreint aux patients attribuable aux conditions complexes des patients hospitalisés et aux questions de responsabilité en soins de santé; le mannequin en soins d'urgence CAE Ares, qui est conçu pour la formation avancée en réanimation et la formation de l'American Heart Association (AHA); et le simulateur de nouveau-né CAE Luna, produit novateur qui simule un état critique des nouveau-nés et des nourrissons. Grâce à ces solutions, nous fournissons des outils d'apprentissage parmi les plus innovateurs qui soient aux établissements universitaires de santé, qui constituent le principal segment de marché de la simulation dans le domaine des soins de santé. Nous continuons de repousser les limites de la technologie et nous avons été la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale. Nous continuons d'intégrer la réalité augmentée et virtuelle à nos plateformes logicielles de pointe afin d'offrir des solutions de formation adaptées et des produits révolutionnaires.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation au Canada, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré des didacticiels pour plus de 500 ECS à l'intention de nos clients.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation de soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), nous avons lancé cinq modules en ligne pour Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offre une formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous a permis d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation au domaine de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire de partenariats sectoriels avec des fabricants d'équipements médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération, de même que CAE CathLabVR, un simulateur d'intervention de cathétérisme en laboratoire de conception modulaire et portable que nous avons lancé dans le secteur de la simulation cardiaque en septembre 2018. En janvier 2018, nous avons annoncé une collaboration avec l'AHA pour créer un réseau d'établissements de formation mondiaux qui offriront des cours de secourisme de l'AHA dans des pays actuellement mal desservis.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies de réalité mixte et des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et personnalisées;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier 2020, notre notice annuelle et notre Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2020	30 juin 2020	Augmentation / (diminution)	31 mars 2020	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,33	1,36	(2) %	1,41	(6) %
Euro (€)	1,56	1,53	2 %	1,55	1 %
Livre sterling (£)	1,72	1,68	2 %	1,75	(2) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2020	30 juin 2020	Augmentation / (diminution)	30 septembre 2019	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,33	1,39	(4) %	1,32	1 %
Euro (€)	1,56	1,53	2 %	1,47	6 %
Livre sterling (£)	1,72	1,72	— %	1,63	6 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation pour le trimestre de 10,2 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,2 million \$ du résultat net par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020. Pour le premier semestre de l'exercice 2021, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 19,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,5 million \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2020. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture dans notre rapport financier 2020, sous *Risques et incertitudes liés à nos activités*.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

5.1 Définitions des mesures hors PCGR et des autres mesures financières

Capital utilisé

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veillez vous référer à la section 9.1 « Capital utilisé consolidé » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre cette mesure hors PCGR et la mesure financière la plus semblable.

Rendement du capital utilisé (RCU)

Le RCU sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous référer à la section 9.1 « Capital utilisé consolidé » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre cette mesure hors PCGR et la mesure financière la plus semblable.

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA correspond à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois. Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. Le BAIIA avant éléments particuliers exclut également les coûts de restructuration, d'intégration, d'acquisition, de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants. Veuillez vous référer à la section 5.2 « Rapprochements des mesures hors PCGR » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre ces mesures hors PCGR et les mesures financières les plus semblables.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous référer à la section 8.1 « Mouvements de trésorerie consolidés » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre cette mesure hors PCGR et la mesure financière la plus semblable.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous référer à la section 9.1 « Capital utilisé consolidé » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre cette mesure hors PCGR et la mesure financière la plus semblable.

Frais de recherche et de développement (R-D)

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, les autres profits et pertes, la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Nombre équivalent de simulateurs

Le NES est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Simulateurs de vol (FFS) déployés dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS déployés dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Prises de commandes et carnet de commandes

Prises de commandes

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Résultat net avant les éléments particuliers

Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, les coûts d'acquisition et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux des périodes antérieures. Veuillez vous référer à la section 5.2 « Rapprochements des mesures hors PCGR » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre cette mesure hors PCGR et la mesure financière la plus semblable.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel (ROS)

Le résultat opérationnel sectoriel est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes. Veuillez vous référer à la section 5.2 « Rapprochements des mesures hors PCGR » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre cette mesure hors PCGR et la mesure financière la plus semblable.

En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre. Veuillez vous référer à la section 5.2 « Rapprochements des mesures hors PCGR » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre cette mesure hors PCGR et la mesure financière la plus semblable.

Résultat par action (RPA) avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les pertes de valeur, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre. Veuillez vous référer à la section 5.2 « Rapprochements des mesures hors PCGR » du présent rapport de gestion pour un rapprochement entre cette mesure hors PCGR et la mesure financière la plus semblable.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

5.2 Rapprochements des mesures hors PCGR

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel avec le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Résultat opérationnel	28,2	124,8	(82,1)	235,7
Coûts de restructuration	51,1	—	51,1	—
Résultat opérationnel sectoriel	79,3	124,8	(31,0)	235,7
Coûts nets engagés relativement à la pandémie de COVID-19	—	—	108,2	—
Impact de l'intégration de BBAT	—	1,2	—	3,6
Résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers	79,3	126,0	77,2	239,3

Rapprochement du résultat net avant les éléments particuliers avec le résultat par action avant les éléments particuliers

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(5,2)	73,8	(115,8)	135,3
Coûts de restructuration, après impôt	39,4	—	39,4	—
Coûts nets engagés relativement à la pandémie de COVID-19, après impôt	—	—	80,3	—
Impact de l'intégration de BBAT, après impôt	—	0,9	—	2,7
Résultat net avant les éléments particuliers	34,2	74,7	3,9	138,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,8	268,2	265,7	267,9
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,13	0,28	0,01	0,52

Rapprochement du BAIIA avec le BAIIA avant les éléments particuliers

<i>(montants en millions)</i>	Douze derniers mois clos les 30 septembre	
	2020	2019
Résultat opérationnel	219,3	519,1
Dotations aux amortissements	318,0	265,6
BAIIA	537,3	784,7
Coûts de restructuration	51,1	—
Coûts nets engagés relativement à la pandémie de COVID-19	108,2	—
Impact de l'intégration de BBAT	2,5	10,4
Coûts liés à la réorganisation du secteur Défense et Sécurité	9,7	—
Perte de valeur du goodwill du secteur Santé	37,5	—
BAIIA avant les éléments particuliers	746,3	795,1

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Deuxième trimestre de l'exercice 2021

(montants en millions, sauf les montants par action)	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020
Produits des activités ordinaires	704,7	550,5	977,3	923,5	896,8 \$
Coût des ventes	513,7	442,5	665,6	632,0	660,1 \$
Marge brute ³	191,0	108,0	311,7	291,5	236,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	27,1	19,6	31,9	31,6	26,4 %
Frais de recherche et de développement ³	25,6	20,1	36,2	33,6	35,8 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	88,2	93,9	107,9	118,3	98,0 \$
Autres (profits) pertes	(2,7)	96,6	14,3	(3,5)	(11,5) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	0,6	7,7	6,8	(11,8)	(10,4) \$
Résultat opérationnel sectoriel ³	79,3	(110,3)	146,5	154,9	124,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	11,3	—	15,0	16,8	13,9 %
Coûts de restructuration	51,1	—	—	—	— \$
Résultat opérationnel ³	28,2	(110,3)	146,5	154,9	124,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	4,0	—	15,0	16,8	13,9 %
Charges financières — montant net	35,2	35,1	38,5	36,7	34,3 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	(7,0)	(145,4)	108,0	118,2	90,5 \$
(Produit) charge d'impôt sur le résultat	(1,0)	(35,4)	26,9	18,4	15,5 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)</i>	14	24	25	16	17 %
Résultat net	(6,0)	(110,0)	81,1	99,8	75,0 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(5,2)	(110,6)	78,4	97,7	73,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,8)	0,6	2,7	2,1	1,2 \$
	(6,0)	(110,0)	81,1	99,8	75,0 \$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	(0,02)	(0,42)	0,29	0,37	0,28 \$
RPA avant les éléments particuliers ³	0,13	(0,11)	0,46	0,37	0,28 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 21 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

Les produits des activités ordinaires ont diminué de 192,1 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020. La baisse des produits des activités ordinaires s'est établie à 165,4 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 33,3 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par la hausse de 6,6 millions \$ enregistrée pour le secteur Santé.

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, les produits des activités ordinaires ont diminué de 467,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits des activités ordinaires s'est établie à 395,0 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 73,6 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par la hausse de 1,4 million \$ enregistrée pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en baisse de 45,7 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

Pour le trimestre, la marge brute s'est établie à 191,0 millions \$ ou 27,1 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 236,7 millions \$, ou 26,4 % des produits des activités ordinaires pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 45,5 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

Pour le trimestre, le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 28,2 millions \$ (4,0 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 124,8 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020. Des coûts de restructuration de 51,1 millions \$ ont été engagés ce trimestre, alors qu'aucun coût de ce type n'avait été enregistré au deuxième trimestre de l'exercice 2020. Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 79,3 millions \$, par rapport à 124,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020. La baisse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 48,3 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 1,8 million \$ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par l'augmentation de 4,6 millions \$ enregistrée pour le secteur Santé.

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, le résultat opérationnel correspond à une perte de 82,1 millions \$, comparativement à un bénéfice de 235,7 millions \$ (13,7 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. Des coûts de restructuration de 51,1 millions \$ ont été engagés au cours de cet exercice, alors qu'aucun coût de ce type n'avait été enregistré pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel correspond à une perte de 31,0 millions \$, par rapport à un bénéfice de 235,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 266,7 millions \$. La baisse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 244,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 26,1 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par l'augmentation de 4,2 millions \$ enregistrée pour le secteur Santé.

Aucun élément particulier influant sur le résultat opérationnel sectoriel n'est à noter pour ce trimestre, alors que les éléments particuliers influant sur le résultat opérationnel sectoriel se sont chiffrés à 1,2 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020. Pour le premier semestre de l'exercice 2021, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers⁴ a totalisé 77,2 millions \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 239,3 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent, soit une baisse de 162,1 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration* et *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

Taux d'imposition de 14 % pour le trimestre écoulé

Le produit d'impôt sur le résultat s'est établi à 1,0 million \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à 17 % au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Le taux d'imposition a subi l'incidence des coûts de restructuration engagés au cours de ce trimestre. Abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, le taux d'imposition se serait établi à 25 % pour le trimestre. La hausse du taux d'imposition par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020 selon cette base découle d'abord et avant tout d'un changement dans la composition des revenus et pertes provenant de différentes juridictions.

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, le produit d'impôt sur le résultat s'est établi à 36,4 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 24 %, comparativement à 17 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition de l'exercice considéré a subi l'incidence des pertes de valeur d'actifs non financiers et de montants à recevoir de clients relativement à la pandémie de COVID-19 de même que des coûts de restructuration. Abstraction faite de l'incidence des pertes de valeur et des coûts de restructuration, la hausse du taux d'imposition par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent découle d'abord et avant tout d'un changement dans la composition des revenus et pertes provenant de différentes juridictions, neutralisé en partie par l'incidence de contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice considéré.

6.2 Coûts de restructuration

Le 12 août 2020, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale, en adaptant notre effectif mondial et en ajustant nos activités en fonction de la baisse attendue de la demande pour certains produits et services.

À la suite de ces mesures, nous avons annoncé que nous prévoyions comptabiliser des coûts de restructuration d'environ 100 millions \$ sur la durée du programme, essentiellement des frais immobiliers, de relocalisation d'actifs et d'autres coûts directement liés à l'optimisation de notre présence opérationnelle, de même que des indemnités de cessation d'emploi, qui seront engagés tout au long des exercices 2021 et 2022.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2021, nous avons enregistré des coûts de restructuration de 51,1 millions \$, soit 23,8 millions \$ au titre de la perte de valeur d'actifs non financiers, 19,9 millions \$ au titre d'indemnités de cessation d'emploi et d'autres charges du personnel et 7,4 millions \$ au titre de la relocalisation d'actifs et d'autres coûts. La perte de valeur d'actifs non financiers vise essentiellement des immobilisations corporelles constituées de dispositifs de formation jugés excédentaires ainsi que des immeubles et des actifs au titre des droits d'utilisation liés à des biens immobiliers loués aux fins d'optimisation de notre présence et de notre base d'actifs.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

6.3 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

Carnet de commandes total⁵ en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2020
Commandes engagées ⁵ en début de période	6 759,0 \$	7 631,0 \$
+ prises de commandes ⁵	667,8	1 084,9
- produits des activités ordinaires	(704,7)	(1 255,2)
+/- ajustements	(170,2)	(908,8)
Commandes engagées en fin de période	6 551,9 \$	6 551,9 \$
Carnet de commandes des coentreprises ⁵ (exclusivement composé de commandes engagées)	356,4	356,4
Commandes non financées et options ⁵	1 387,9	1 387,9
Carnet de commandes total	8 296,2 \$	8 296,2 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à la réévaluation de la valeur estimative de contrats liés à nos activités de placement de membres d'équipage afin de refléter le changement d'estimations à l'égard des besoins de nos clients en matière de pilotes du fait du ralentissement découlant de la pandémie de COVID-19, à l'incidence défavorable des variations du change et à la modification d'un contrat conclu à un exercice antérieur.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁵ pour le trimestre s'est établi à 0,95. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,94.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020
Solutions de formation pour l'aviation civile	51,9 14,2	(97,9) —	151,5 25,2	123,0 22,0	100,2 \$ 18,9 %
Défense et sécurité	24,2 8,0	(9,2) —	32,4 9,5	31,3 9,4	26,0 \$ 7,7 %
Santé	3,2 8,6	(3,2) —	(37,4) —	0,6 1,8	(1,4) \$ — %
Résultat opérationnel sectoriel	79,3	(110,3)	146,5	154,9	124,8 \$
Coûts de restructuration	51,1	—	—	—	—
Résultat opérationnel	28,2	(110,3)	146,5	154,9	124,8
ROS avant les éléments particuliers	79,3	(2,1)	193,9	157,2	126,0 \$

Capital utilisé⁶

<i>(montants en millions)</i>	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020
Solutions de formation pour l'aviation civile	3 737,6	3 771,3	3 869,6	3 734,5	3 655,2 \$
Défense et sécurité	1 147,9	1 109,9	1 154,0	1 074,4	1 191,8 \$
Santé	152,1	204,8	208,0	224,7	225,8 \$
Capital utilisé	5 037,6	5 086,0	5 231,6	5 033,6	5 072,8 \$

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021

Expansions

- Nous avons annoncé, de concert avec Cebu Pacific Air, l'expansion de notre capacité de formation en Asie grâce à l'ajout du premier simulateur de vol ATR 72-600 à la coentreprise Philippine Academy for Aviation Training à Pampanga, aux Philippines;
- Nous avons accru notre capacité de formation sur le Boeing 737MAX en Amérique du Nord avec l'installation d'un deuxième FFS B737MAX à notre centre de formation de Dallas (États-Unis). Il s'agit du troisième simulateur pour ce type d'aéronef en Amérique du Nord.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé une nouvelle initiative de financement pour les aspirants pilotes en collaboration avec des institutions financières du monde entier, rendant ainsi la profession plus accessible.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 353,3 millions \$ ce trimestre, notamment des contrats portant sur la fourniture de 3 FFS au cours du trimestre, portant le total des commandes du secteur civil à quatre FFS pour le premier semestre de l'exercice, dont les suivants :

- Un FFS Boeing 737NG à Beijing Sagacity Flight Aviation Technical Service Co.;
- Un FFS Airbus A320neo à Northwest Rocwings Flight Training Co.;
- Un FFS à un client dont l'identité demeure confidentielle.

Les principaux contrats pour le trimestre comprennent :

- Un contrat de 5 ans avec une société américaine d'affrètement de jets privés dont l'identité demeure confidentielle pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires;
- Une prolongation de contrat de 5 ans avec Virgin Atlantic pour une entente de formation exclusive;
- Une prolongation de contrat de 4 ans avec GOL pour une entente de formation exclusive;
- Une prolongation de contrat de 2 ans avec VistaJet pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires;
- Un contrat de 2 ans avec XOJET Aviation pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés, le taux d'utilisation et les FFS livrés)

	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020
Produits des activités ordinaires	364,5	248,0	601,9	558,1	529,9 \$
Résultat opérationnel	15,5	(97,9)	151,5	123,0	100,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	51,9	(97,9)	151,5	123,0	100,2 \$
Marges opérationnelles	14,2	—	25,2	22,0	18,9 %
ROS avant les éléments particuliers	51,9	(16,2)	153,6	123,4	101,4 \$
Marges opérationnelles avant les éléments particuliers	14,2	—	25,5	22,1	19,1 %
Dotation aux amortissements	58,9	67,6	59,8	59,8	57,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	11,7	15,2	78,1	45,8	52,4 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	4,8	4,8	13,7	7,0	10,3 \$
Capital utilisé	3 737,6	3 771,3	3 869,6	3 734,5	3 655,2 \$
Carnet de commandes total	4 399,4	4 541,1	5 341,3	5 263,0	5 124,8 \$
Unités NES ⁷	251	246	250	252	243
FFS déployés dans le réseau de CAE ⁷	308	304	306	303	299
Taux d'utilisation ⁷	49	33	67	70	69 %
FFS livrés	10	2	21	12	18

Produits des activités ordinaires en baisse de 31 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

Bien que le taux d'utilisation ait commencé à remonter après le creux enregistré au premier trimestre, surtout en ce qui a trait à nos activités de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, la pandémie de COVID-19 a continué d'avoir une incidence défavorable sur les produits des activités ordinaires tirés de la formation pour le trimestre, ce qui s'explique par l'effondrement de la demande de services de formation du fait de la diminution des activités des compagnies aériennes dans le monde, des perturbations du secteur du transport aérien et de la réduction du transport aérien de passagers dans le monde.

La baisse des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020 s'explique par la diminution des produits tirés des ventes de simulateurs, essentiellement du fait de la baisse des livraisons, du taux d'utilisation dans notre réseau et de la demande pour nos activités de placement de membres d'équipage.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 612,5 millions \$, en baisse de 395,0 millions \$, soit 39 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits des activités ordinaires par rapport à la période correspondante de l'exercice 2019 s'explique par la diminution du taux d'utilisation dans notre réseau, des produits tirés des ventes de simulateurs attribuable essentiellement à la baisse des livraisons, et de la demande pour nos activités de placement de membres d'équipage.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 48 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 51,9 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 100,2 millions \$ (18,9 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 48,3 millions \$, soit 48 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020. La baisse s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut, et elle a été contrebalancée en partie par l'avantage tiré des mesures de contrôle des coûts mises en œuvre et des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19.

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à une perte de 46,0 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, soit une baisse de 244,8 millions \$, soit 123 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est essentiellement imputable à la diminution des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut de même qu'aux pertes de valeur d'actifs non financiers et aux montants à recevoir des clients en raison de la pandémie de COVID-19. La baisse a été contrebalancée en partie par les mesures de réduction des coûts et les programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19.

Aucun élément particulier n'est à noter ce trimestre comparativement à 1,2 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020. Abstraction faite des pertes de valeur, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers correspond à un bénéfice de 35,7 millions \$ (5,8 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, comparativement à 202,4 millions \$ (20,1 % des produits des activités ordinaires) pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 166,7 millions \$.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 11,7 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 9,9 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 1,8 million \$.

Capital utilisé en baisse de 33,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse en regard du trimestre précédent s'explique par la diminution des immobilisations corporelles qui découle en grande partie des charges d'amortissement et des pertes de valeur liées au programme de restructuration, des variations du change et de la baisse des immobilisations incorporelles. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse du fonds de roulement hors trésorerie attribuable à la diminution des passifs sur contrat et à la hausse des stocks, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des actifs sur contrat.

Carnet de commandes total en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2020
Commandes engagées en début de période	4 269,4 \$	4 993,5 \$
+ prises de commandes	353,3	546,8
- produits des activités ordinaires	(364,5)	(612,5)
+/- ajustements	(123,1)	(792,7)
Commandes engagées en fin de période	4 135,1 \$	4 135,1 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	264,3	264,3
Carnet de commandes total	4 399,4 \$	4 399,4 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont essentiellement liés à la réévaluation de la valeur estimative de contrats liés à nos activités de placement de membres d'équipage afin de refléter le changement d'estimations à l'égard des besoins de nos clients en matière de pilotes du fait du ralentissement découlant de la pandémie de COVID-19 et de l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,97 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,97.

7.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons obtenu un contrat de la Defense Innovation Unit pour soutenir le programme Air Education and Training Command de l'U.S. Air Force et son initiative Undergraduate Pilot Training en mettant en place des éléments du continuum de formation de l'Académie CAE Trax;
- Nous faisons partie de l'équipe sélectionnée pour soutenir le programme Simulators Common Architecture Requirements and Standards de l'U.S. Air Force, qui intégrera et uniformisera les simulateurs d'entraînement de l'U.S. Air Force;
- Nous avons obtenu un contrat du Special Operations Command des États-Unis pour appuyer l'initiative Global Situational Awareness des Forces d'opérations spéciales afin d'accélérer le développement de logiciels dérivés de modèles commerciaux et d'en faire des capacités déployables de soutien aux missions.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 277,5 millions \$, notamment :

- Un contrat de l'armée américaine pour continuer à fournir des services d'entraînement au vol sur appareil à voilure fixe et des services de soutien au centre de formation CAE de Dothan;
- Un contrat de Leonardo pour soutenir la conception et la fabrication d'un simulateur de vol AW139 et d'un simulateur de vol AW169 pour des clients dont l'identité demeure confidentielle;
- Un contrat de l'U.S. Air Force pour continuer à fournir des services d'entraînement des membres d'équipage du KC-135;
- Un contrat d'Airbus Defence & Space pour continuer à fournir une gamme de services de maintenance et de soutien logistique pour les dispositifs d'entraînement Eurofighter des forces aériennes allemandes;
- Un contrat de l'U.S. Air Force pour une gamme de mises à niveau et de modifications des dispositifs d'entraînement du C-130H;
- Un contrat d'un client britannique pour soutenir le développement continu d'un environnement synthétique unique pour le commandement stratégique, au Royaume-Uni.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020
Produits des activités ordinaires	303,2	280,2	341,8	332,4	336,5 \$
Résultat opérationnel	11,4	(9,2)	32,4	31,3	26,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	24,2	(9,2)	32,4	31,3	26,0 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	8,0	—	9,5	9,4	7,7 %
ROS avant les éléments particuliers	24,2	17,3	40,2	33,2	26,0 \$
<i>Marges opérationnelles avant les éléments particuliers</i>	8,0	6,2	11,8	10,0	7,7 %
Dotations aux amortissements	13,3	14,3	15,4	14,1	14,6 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	3,2	2,7	5,2	5,5	6,2 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,8	2,0	15,0	11,2	12,7 \$
Capital utilisé	1 147,9	1 109,9	1 154,0	1 074,4	1 191,8 \$
Carnet de commandes total	3 896,8	4 009,8	4 116,8	4 171,3	4 113,6 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 10 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

La baisse des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020 s'explique d'abord et avant tout par le recul de l'activité à l'égard des programmes européens et nord-américains du fait de la pandémie de COVID-19. Ce dernier a également entraîné des retards dans l'exécution de programmes en carnet et s'est répercutée sur une série de programmes de défense mondiaux avec des clients gouvernementaux et des fabricants OEM en raison des interdictions de voyager, des restrictions frontalières, des restrictions d'accès aux établissements des clients et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. En outre, nous avons constaté des retards dans l'octroi de nouveaux contrats, les organismes gouvernementaux responsables des acquisitions suivant les directives de leurs pays respectifs en matière de confinement et d'élimination des déplacements.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 583,4 millions \$, en baisse de 73,6 millions \$, soit 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique en grande partie par le recul de l'activité à l'égard des programmes nord-américains et par des retards dans l'exécution de programmes du fait de la COVID-19, comme il est expliqué plus haut.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 24,2 millions \$ (8,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 26,0 millions \$ (7,7 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020.

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020 s'explique en grande partie par le recul de l'activité à l'égard des programmes nord-américains et européens et par des retards dans l'exécution de programmes du fait de la COVID-19, comme il est expliqué plus haut. La baisse a été contrebalancée en partie par l'avantage tiré des mesures de contrôle des coûts et des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19.

Pour le premier semestre de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 15,0 millions \$ (2,6 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 26,1 millions \$, soit 64 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est essentiellement attribuable aux pertes de valeurs d'actifs non financiers comptabilisées relativement à la pandémie de COVID-19, au recul de l'activité à l'égard des programmes nord-américains et aux retards dans l'exécution de programmes découlant de la COVID-19, comme il est expliqué plus haut. La baisse a été contrebalancée en partie par les mesures de réduction des coûts et les programmes d'aide gouvernementale dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19.

Aucun élément particulier n'est à noter aussi bien ce trimestre que pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020. Abstraction faite des pertes de valeur, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers correspond à un bénéfice de 41,5 millions \$ (7,1 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, par rapport à 41,1 millions \$ (6,3 % des produits des activités ordinaires) pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 0,4 million \$.

Capital utilisé en hausse de 38,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à l'accroissement du fonds de roulement hors trésorerie, essentiellement en raison de la diminution des passifs sur contrat.

Carnet de commandes total en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2020
Commandes engagées en début de période	2 489,6 \$	2 637,5 \$
+ prises de commandes	277,5	478,8
- produits des activités ordinaires	(303,2)	(583,4)
+/- ajustements	(47,1)	(116,1)
Commandes engagées en fin de période	2 416,8 \$	2 416,8 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	92,1	92,1
Commandes non financées et options	1 387,9	1 387,9
Carnet de commandes total	3 896,8 \$	3 896,8 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par la modification d'un contrat d'un exercice antérieur et par l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,92. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,89.

Pour le trimestre, des commandes de 13,1 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 37,4 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons amorcé la livraison des respirateurs CAE Air1 au gouvernement du Canada;
- Nous avons lancé un module d'apprentissage intitulé « Pathogens of High Consequence » pouvant être intégré à plusieurs simulateurs de patients, afin d'aider à préparer les cliniciens aux épidémies de maladies infectieuses, y compris la COVID-19;
- Nous avons lancé CAE Maestro Evolve, une plateforme d'apprentissage virtuelle et interactive dotée de CAE Embody, le simulateur de patients virtuel caractérisé par la physiologie, le matériel médical virtuel et les ECS intégrés les plus sophistiqués;
- Nous avons lancé la version en nuage de notre solution de gestion de centres CAE LearningSpace et de nouvelles capacités d'apprentissage éloigné et à distance par le biais de LearningSpace pour la formation aux examens cliniques structurés et objectifs et à la télé-médecine.

Prix récompensant l'innovation

- Notre cours d'appoint adaptatif sur les respirateurs a remporté le prix EMS World Innovation et le prix des participants à l'occasion du congrès annuel EMS World.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2021	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020
Produits des activités ordinaires	37,0	22,3	33,6	33,0	30,4 \$
Résultat opérationnel	1,3	(3,2)	(37,4)	0,6	(1,4) \$
Résultat opérationnel sectoriel	3,2	(3,2)	(37,4)	0,6	(1,4) \$
<i>Marges opérationnelles</i>	8,6	—	—	1,8	— %
ROS avant les éléments particuliers	3,2	(3,2)	0,1	0,6	(1,4) \$
<i>Marges opérationnelles avant les éléments particuliers</i>	8,6	—	0,3	1,8	— %
Dotation aux amortissements	4,0	3,7	3,3	3,8	3,5 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,3	0,1	0,7	0,3	0,2 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,3	11,0	2,2	3,1	2,7 \$
Capital utilisé	152,1	204,8	208,0	224,7	225,8 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 22 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020 s'explique par les ventes des respirateurs CAE Air1. Abstraction faite des ventes de respirateurs CAE Air1, les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la hausse des produits tirés des solutions de gestion de centres et des simulateurs de patients ayant été contrebalancée par la baisse des produits tirés des relations clés que nous entretenons avec les fabricants OEM de même que par la baisse du volume de simulateurs d'interventions.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 59,3 millions \$, en hausse de 1,4 million \$, soit 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique par les ventes de respirateurs CAE Air1, neutralisées en partie par la diminution du volume de simulateurs de patients, d'interventions et d'échographie, et par la baisse des produits tirés des solutions de gestion de centres, essentiellement attribuable aux répercussions défavorables de la pandémie de COVID-19.

Hausse du résultat opérationnel sectoriel par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 3,2 millions \$ (8,6 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à une perte de 1,4 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020.

La hausse de 4,6 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020 s'explique essentiellement par la baisse des frais de vente, généraux et d'administration du fait de l'avantage tiré des mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en raison de la pandémie de COVID-19. L'apport accru des ventes de respirateurs CAE Air1 a été principalement contrebalancé par l'incidence défavorable nette de la réévaluation des obligations au titre des redevances à long terme engagées au cours du trimestre considéré.

Le bénéfice opérationnel sectoriel a été de zéro pour le premier semestre de l'exercice, soit une hausse de 4,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable au recul des frais de vente, généraux et d'administration du fait de l'avantage tiré des mesures de contrôle des coûts mises en œuvre et des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19 de même que de l'augmentation des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut. La hausse a été contrebalancée en partie par les charges liées à l'investissement initial associé à la recherche, à la fabrication et à l'obtention des autorisations réglementaires pour les respirateurs CAE Air1 ainsi que par l'incidence défavorable nette de la réévaluation des obligations au titre des redevances à long terme.

Capital utilisé en baisse de 52,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est attribuable à la diminution du fonds de roulement hors trésorerie du fait de la hausse des passifs sur contrat en raison d'un acompte reçu aux termes du contrat visant les respirateurs CAE Air1, de même que de l'accroissement des dettes fournisseurs et charges à payer, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des stocks découlant de l'augmentation de la production du respirateur CAE Air1.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	103,9 \$	152,6 \$	140,8 \$	290,4 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(58,3)	(115,9)	(183,6)	(313,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	45,6 \$	36,7 \$	(42,8) \$	(23,3) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(4,6)	(21,3)	(13,6)	(36,3)
Investissement dans les autres actifs	(0,6)	(2,0)	(2,5)	(4,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,2	—	0,2	0,4
Produit net tiré des (paiements nets aux) participations mises en équivalence	0,4	(0,7)	0,9	—
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	3,9	8,6	10,0	8,6
Dividendes versés	—	(28,4)	—	(53,9)
Flux de trésorerie disponibles ⁸	44,9 \$	(7,1) \$	(47,8) \$	(109,2) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(10,6)	(37,5)	(19,6)	(111,5)
Frais de développement inscrits à l'actif	(10,3)	(22,2)	(26,3)	(42,2)
Actions ordinaires rachetées	—	(18,2)	—	(20,2)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,2	1,8	1,7	15,8
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	—	(1,7)	—	(9,2)
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,7	(5,5)	(7,7)	(12,8)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	25,9 \$	(90,4) \$	(99,7) \$	(289,3) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 44,9 millions \$ pour le trimestre

La baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, des dividendes payés attribuable à la suspension du versement de dividendes sur nos actions ordinaires, de même que celle des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance a été annulée en partie par la diminution de la trésorerie provenant des activités opérationnelles, donnant lieu à une amélioration de 52,0 millions \$ des flux de trésorerie disponibles par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à un montant négatif de 47,8 millions \$, en hausse de 61,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, la baisse des dividendes payés et la diminution des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 15,2 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 10,6 millions \$ pour le trimestre et à 19,6 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 4,6 millions \$ pour le trimestre et 13,6 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2020	30 juin 2020	31 mars 2020
Utilisation du capital :			
Actifs courants	2 130,5 \$	2 204,1 \$	2 808,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(258,0)	(363,3)	(946,5)
Passifs courants	(1 908,8)	(1 890,2)	(2 062,3)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	229,5	219,0	206,2
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	193,2 \$	169,6 \$	6,0 \$
Immobilisations corporelles	1 951,7	2 007,8	2 154,0
Autres actifs non courants	3 359,4	3 397,6	3 521,0
Autres passifs non courants	(796,5)	(828,2)	(737,0)
Total du capital utilisé	4 707,8 \$	4 746,8 \$	4 944,0 \$
Provenance du capital⁹ :			
Partie courante de la dette à long terme	229,5 \$	219,0 \$	206,2 \$
Dette à long terme	2 387,4	2 551,8	3 106,0
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(258,0)	(363,3)	(946,5)
Dette nette⁹	2 358,9 \$	2 407,5 \$	2 365,7 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 263,3	2 252,5	2 489,7
Participations ne donnant pas le contrôle	85,6	86,8	88,6
Provenance du capital	4 707,8 \$	4 746,8 \$	4 944,0 \$

Capital utilisé en baisse de 39,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par le recul des immobilisations corporelles et la diminution des autres actifs non courants, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des autres passifs non courants et la hausse du fonds de roulement hors trésorerie.

Rendement du capital utilisé (RCU)⁹

Notre RCU a été de 3,7 % pour le trimestre. Le RCU avant les éléments particuliers s'est établi à 7,2 % pour le trimestre, comparativement à 11,5 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent et à 8,0 % pour le trimestre précédent. Les éléments particuliers de l'exercice 2021 comprennent des coûts de restructuration ainsi que les coûts nets engagés relativement à la pandémie de COVID-19, essentiellement des pertes de valeur d'actifs non financiers et des montants à recevoir de clients. Les éléments particuliers de l'exercice 2020 comprennent l'incidence de l'intégration de BBAT, les coûts de réorganisation du secteur Défense et sécurité et la perte de valeur du goodwill du secteur Santé.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 23,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est surtout attribuable à la diminution des passifs sur contrat et à l'augmentation des stocks, en raison de l'accélération du rythme de production des respirateurs CAE Air1, contrebalancée en partie par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer.

Immobilisations corporelles en baisse de 56,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique en grande partie par la dotation aux amortissements en sus des dépenses d'investissement en immobilisations et les pertes de valeur comptabilisées relativement au programme de restructuration.

Autres actifs non courants en baisse de 38,2 millions \$

La baisse s'explique essentiellement par la diminution des immobilisations incorporelles et par l'investissement moindre dans les participations mises en équivalence.

Autres passifs non courants en baisse de 31,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse découle surtout de la diminution des profits différés, des autres passifs non courants et des obligations au titre des avantages du personnel.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres et le ratio de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Semestre clos le 30 septembre 2020
Dette nette au début de la période	2 407,5 \$	2 365,7 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(25,9)	99,7
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(26,9)	(111,2)
Variations des obligations locatives	9,5	5,0
Autres	(5,3)	(0,3)
Variation de la dette nette pour la période	(48,6) \$	(6,8) \$
Dette nette à la fin de la période	2 358,9 \$	2 358,9 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁰	50,1 %	
BAIIA ¹⁰	537,3 \$	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ¹⁰	4,39	
BAIIA avant les éléments particuliers	746,3 \$	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA avant les éléments particuliers	3,16	

Nous disposons d'une ligne de crédit à taux variable engagée par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit. En avril 2020, nous avons conclu une nouvelle facilité de crédit renouvelable non garantie de 500,0 millions \$ d'une durée de 2 ans qui procure un accès à des liquidités additionnelles pendant la pandémie de COVID-19 en complément de notre ligne de crédit engagée de 850,0 millions \$ US actuelle.

Certaines de nos filiales et nous avons également une entente visant la vente de certaines créances clients d'un montant pouvant atteindre 400,0 millions \$ US, montant qui a été augmenté de 100,0 millions \$ US en mai 2020. Au 30 septembre 2020, la valeur nette comptable des créances clients initialement vendues à une institution financière dans le cadre du programme d'achat de créances totalise un équivalent de 243,7 millions \$ dollars canadiens, dont 23,3 millions \$, correspondant au niveau d'implication de la Société, demeurent dans les créances clients avec un montant correspondant inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer.

En septembre 2020, nous avons conclu un nouvel accord de participation financière avec IQ. En vertu de cet accord, IQ a accepté d'investir jusqu'à 30,0 millions \$ dans des contributions remboursables sur des dépenses admissibles de 82,4 millions \$ engagées par CAE au titre de programmes de R-D du secteur Santé qui soutiendront le développement continu de technologies, de produits et de services qui rendent les soins de santé plus sûrs. L'obligation au titre des redevances connexe s'établissait à 4,7 millions \$ au 30 septembre 2020.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 30 septembre 2020, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Le total des liquidités disponibles au 30 septembre 2020 était d'environ 2,0 milliards \$, ce qui comprend un montant de 258,0 millions \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie, les montants disponibles sur notre facilité de crédit renouvelable et le solde de notre programme d'achat de créances.

Nous nous attendons à ce que la COVID-19 continue d'avoir une incidence défavorable sur le montant et le moment des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des entrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation adéquate et efficace des ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, des résultats de tests de tension, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations, des dates d'échéance des dettes, incluant la disponibilité des facilités de crédit, les besoins en fonds de roulement, la conformité aux clauses restrictives financières et le financement des engagements financiers. En fonction de notre analyse de scénarios, nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, le montant disponible sur notre facilité de crédit renouvelable engagée et la trésorerie que nous nous attendons à tirer des activités opérationnelles suffiront à satisfaire nos besoins financiers dans un avenir prévisible. Pour préserver des liquidités et réduire les charges opérationnelles, nous avons pris des initiatives telles que la réduction des dépenses en immobilisations et des investissements en R-D, des mesures strictes de réduction des coûts, un gel des salaires, des réductions salariales, des semaines de travail réduites et des mises à pied, la suspension des dividendes sur nos actions ordinaires et de notre régime de rachat d'actions, ainsi que des reports de paiement sur certaines obligations locatives et obligations au titre des redevances gouvernementales et de la R-D.

Total des capitaux propres en hausse de 9,6 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres est essentiellement attribuable aux réévaluations favorables de régimes à prestations définies et à l'incidence favorable des variations du change, facteurs contrebalancés en partie par la perte nette comptabilisée pour le trimestre.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5.1).

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2020, nous avons au total 265 787 127 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 682,3 millions \$. Nous avons également 8 055 404 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 octobre 2020, nous avons un total de 265 797 377 actions ordinaires émises et en circulation, et 8 024 704 options étaient en cours aux termes du ROA.

Rachat et annulation d'actions

Le 7 février 2020, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 321 474 de nos actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 25 février 2020 et prendra fin le 24 février 2021 ou lorsque nous aurons achevé nos achats ou choisirons d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées. Les rachats d'actions aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont été suspendus dans le cadre de nos mesures d'atténuation de la pandémie de COVID-19.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, aucune action n'a été rachetée aux fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, 591 731 actions ordinaires avaient été rachetées et annulées au prix moyen pondéré de 34,10 \$ chacune, pour une contrepartie totale de 20,2 millions \$.

Dividendes

Le versement des dividendes aux actionnaires ordinaires a été suspendu dans le cadre de nos mesures d'atténuation de la pandémie de COVID-19. En conséquence, aucun dividende n'a été déclaré pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 (29,3 millions \$, soit 0,11 \$ par action, en 2019).

10. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES**Nouvelles normes et modifications adoptées****Modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises***

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, afin de clarifier la définition d'une entreprise, et d'assister les préparateurs à déterminer si une acquisition doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. La norme modifiée apporte une définition plus restreinte d'une entreprise, ce qui pourrait entraîner une diminution des transactions comptabilisées comme regroupements d'entreprises comparativement à la précédente norme.

La Société a adopté ces modifications d'IFRS 3 le 1^{er} avril 2020 et les appliquera aux transactions survenant après cette date.

Modifications d'IFRS 16, *Contrats de location*

En mai 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 16, *Contrats de location*, ayant pour objectif d'offrir des mesures de simplification aux preneurs qui comptabiliseront des allègements au titre des loyers accordés en raison de la pandémie de COVID-19. Les modifications prévoient une mesure de simplification facultative permettant aux preneurs de ne pas comptabiliser les allègements au titre des loyers comme des modifications de contrat de location si ceux-ci sont des conséquences directes de la pandémie de COVID-19, en respectant certaines conditions.

La Société a adopté ces modifications d'IFRS 16 qui prennent effet le 1^{er} avril 2020. La Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification.

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2020, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière passent périodiquement en revue l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information et les évaluent chaque trimestre. À la clôture du deuxième trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

12. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2021					
Produits des activités ordinaires	550,5	704,7	1)	1)	1 255,2 \$
Résultat net	(110,0)	(6,0)	1)	1)	(116,0) \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(110,6)	(5,2)	1)	1)	(115,8) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6	(0,8)	1)	1)	(0,2) \$
RPA de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(0,42)	(0,02)	1)	1)	(0,44) \$
RPA dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(0,42)	(0,02)	1)	1)	(0,44) \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	(0,11)	0,13	1)	1)	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	265,7	265,8	1)	1)	265,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,7	265,8	1)	1)	265,7
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,39	1,33	1)	1)	1,36
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,53	1,56	1)	1)	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,72	1)	1)	1,72
Exercice 2020					
Produits des activités ordinaires	825,6	896,8	923,5	977,3	3 623,2 \$
Résultat net	63,0	75,0	99,8	81,1	318,9 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	61,5	73,8	97,7	78,4	311,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,5	1,2	2,1	2,7	7,5 \$
RPA de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,23	0,28	0,37	0,29	1,17 \$
RPA dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,23	0,28	0,37	0,29	1,16 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,24	0,28	0,37	0,46	1,34 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	265,8	266,2	265,8	266,1	266,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,6	268,2	267,6	267,7	267,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,34	1,32	1,32	1,34	1,33
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,47	1,46	1,48	1,48
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,63	1,70	1,72	1,69
Exercice 2019²⁾					
Produits des activités ordinaires	722,0	743,8	816,3	1 022,0	3 304,1 \$
Résultat net	71,6	63,6	79,5	125,4	340,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4	60,7	77,6	122,3	330,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	2,9	1,9	3,1	10,1 \$
RPA de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	0,29	0,46	1,24 \$
RPA dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	0,29	0,46	1,23 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,26	0,23	0,29	0,48	1,25 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,6	267,4	266,1	265,1	266,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,3	269,2	267,5	266,8	268,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,31	1,32	1,33	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1,52	1,51	1,51	1,52
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,76	1,71	1,70	1,73	1,72

1) Non disponible.

2) Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 16 à l'exercice 2020.

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Semestres clos les 30 septembre			
		2020	2019	2020	2019
Produits des activités ordinaires	4	704,7 \$	896,8 \$	1 255,2 \$	1 722,4 \$
Coût des ventes		513,7	660,1	956,2	1 242,0
Marge brute		191,0 \$	236,7 \$	299,0 \$	480,4 \$
Frais de recherche et de développement		25,6	35,8	45,7	67,7
Frais de vente, généraux et d'administration		88,2	98,0	182,1	211,3
Autres (profits) et pertes	5	(2,7)	(11,5)	93,9	(11,8)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	4	0,6	(10,4)	8,3	(22,5)
Coûts de restructuration	6	51,1	—	51,1	—
Résultat opérationnel		28,2 \$	124,8 \$	(82,1) \$	235,7 \$
Charges financières – montant net	7	35,2	34,3	70,3	69,2
Résultat avant impôt sur le résultat		(7,0) \$	90,5 \$	(152,4) \$	166,5 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat		(1,0)	15,5	(36,4)	28,5
Résultat net		(6,0) \$	75,0 \$	(116,0) \$	138,0 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		(5,2) \$	73,8 \$	(115,8) \$	135,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,8)	1,2	(0,2)	2,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	9	(0,02) \$	0,28 \$	(0,44) \$	0,51 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Résultat net	(6,0) \$	75,0 \$	(116,0) \$	138,0 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(13,7) \$	(18,7) \$	(119,6) \$	(88,0) \$
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(10,7)	(10,0)	(16,5)	(11,9)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	13,1	(3,0)	43,4	9,5
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	(7,4)	(2,4)	(12,4)	(3,1)
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	25,1	(12,6)	72,2	9,9
Impôt sur le résultat	(3,6)	10,6	(11,0)	9,8
	2,8 \$	(36,1) \$	(43,9) \$	(73,8) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	15,1 \$	(16,8) \$	(107,9) \$	(60,4) \$
Gain (perte) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global – montant net	0,1	—	—	(0,1)
Impôt sur le résultat	(3,8)	4,5	28,5	16,0
	11,4 \$	(12,3) \$	(79,4) \$	(44,5) \$
Autres éléments du résultat global	14,2 \$	(48,4) \$	(123,3) \$	(118,3) \$
Total du résultat global	8,2 \$	26,6 \$	(239,3) \$	19,7 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	9,4 \$	25,5 \$	(236,3) \$	18,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1,2)	1,1	(3,0)	1,3

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	30 septembre 2020	31 mars 2020
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		258,0 \$	946,5 \$
Créances clients		547,6	566,1
Actifs sur contrat		501,1	569,3
Stocks		711,6	616,2
Acomptes		60,0	55,1
Impôt sur le résultat à recouvrer		30,5	30,4
Actifs financiers dérivés		21,7	25,0
Total de l'actif courant		2 130,5 \$	2 808,6 \$
Immobilisations corporelles		1 951,7	2 154,0
Actifs au titre des droits d'utilisation		367,6	395,9
Immobilisations incorporelles		1 950,6	2 056,5
Investissement dans les participations mises en équivalence		416,6	460,6
Actifs d'impôt différé		108,9	84,5
Actifs financiers dérivés		8,5	13,1
Autres actifs non courants		507,2	510,4
Total de l'actif		7 441,6 \$	8 483,6 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		871,4 \$	934,4 \$
Provisions		41,7	29,2
Impôt sur le résultat à payer		28,5	26,4
Passifs sur contrat		689,4	746,2
Partie courante de la dette à long terme	7	229,5	206,2
Passifs financiers dérivés		48,3	119,9
Total du passif courant		1 908,8 \$	2 062,3 \$
Provisions		30,6	28,6
Dette à long terme	7	2 387,4	3 106,0
Obligations au titre des redevances		136,6	141,1
Obligations au titre des avantages du personnel		330,6	212,8
Passifs d'impôt différé		104,1	150,6
Passifs financiers dérivés		5,1	12,8
Autres passifs non courants		189,5	191,1
Total du passif		5 092,7 \$	5 905,3 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		682,3 \$	679,5 \$
Surplus d'apport		34,0	26,9
Cumul des autres éléments du résultat global		152,1	193,2
Résultats non distribués		1 394,9	1 590,1
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		2 263,3 \$	2 489,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		85,6	88,6
Total des capitaux propres		2 348,9 \$	2 578,3 \$
Total du passif et des capitaux propres		7 441,6 \$	8 483,6 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	193,2 \$	1 590,1 \$				
Soldes au 31 mars 2020	265 619 627	679,5 \$	26,9 \$	— \$	1 590,1 \$	2 489,7 \$	88,6 \$	2 578,3 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	(115,8) \$	(115,8) \$	(0,2) \$	(116,0) \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(41,1)	(79,4)	(120,5)	(2,8)	(123,3)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(41,1) \$	(195,2) \$	(236,3) \$	(3,0) \$	(239,3) \$	
Exercice d'options sur actions	167 500	2,8	(0,4)	—	—	2,4	—	2,4	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	7,5	—	—	7,5	—	7,5	
Soldes au 30 septembre 2020	265 787 127	682,3 \$	34,0 \$	152,1 \$	1 394,9 \$	2 263,3 \$	85,6 \$	2 348,9 \$	
	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	199,0 \$	1 430,4 \$				
Soldes au 1 ^{er} avril 2019	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	— \$	199,0 \$	1 430,4 \$	2 303,8 \$	78,7 \$	2 382,5 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	(72,5)	(72,5)	135,3 \$	2,7 \$	138,0 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(72,5)	(44,4)	(116,9)	(1,4)	(1,4)	(118,3)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(72,5) \$	90,9 \$	18,4 \$	1,3 \$	1,3 \$	19,7 \$
Exercice d'options sur actions	981 405	19,6	(2,4)	—	—	17,2	—	—	17,2
Achat facultatif au comptant d'actions ordinaires	981	—	—	—	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	9 (591 731)	(1,5)	—	—	(18,7)	(20,2)	—	—	(20,2)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	4,5	—	—	4,5	—	—	4,5
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5
Dividendes en actions	9	59 028	2,0	—	(2,0)	—	—	—	—
Dividendes en trésorerie	9	—	—	—	(53,9)	(53,9)	—	—	(53,9)
Soldes au 30 septembre 2019	265 897 286	669,7 \$	26,9 \$	126,5 \$	1 446,7 \$	2 269,8 \$	81,5 \$	2 351,3 \$	

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2020	2019
Activités opérationnelles			
Résultat net		(116,0) \$	138,0 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	4	161,8	149,2
Dépréciation d'actifs non financiers	5, 6	128,3	—
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		8,3	(22,5)
Impôt sur le résultat différé		(46,1)	12,8
Crédits d'impôt à l'investissement		(8,6)	(6,0)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions		12,9	11,3
Régimes de retraite à prestations définies		9,6	9,0
Autres passifs non courants		(9,2)	(19,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(30,1)	(8,0)
Autres		29,9	25,6
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(183,6)	(313,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(42,8) \$	(23,3) \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise		— \$	(9,2) \$
Ajouts d'immobilisations corporelles	4	(33,2)	(147,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		0,2	0,4
Ajouts d'immobilisations incorporelles	4	(28,7)	(48,4)
Produit net reçu des participations mises en équivalence		0,9	—
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		10,0	8,6
Autres		(0,1)	1,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(50,9) \$	(194,9) \$
Activités de financement			
(Remboursement) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		(555,4) \$	197,9 \$
Produit tiré de la dette à long terme		17,3	16,2
Remboursement sur la dette à long terme		(11,7)	(108,8)
Remboursement sur les obligations locatives		(39,0)	(39,6)
Dividendes versés		—	(53,9)
Émission d'actions ordinaires		2,4	17,2
Rachat et annulation d'actions ordinaires	9	—	(20,2)
Autres		(0,7)	(1,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(587,1) \$	7,4 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(7,7) \$	(12,8) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(688,5) \$	(223,6) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		946,5	446,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		258,0 \$	222,5 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 10 novembre 2020.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les avionneurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile - Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol pour l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, une gamme complète de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité - Est un fournisseur de solutions d'entraînement et de soutien aux missions pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé - Fournit des solutions intégrées d'enseignement et de formation dont la simulation chirurgicale et d'échographie, des programmes de formation, des plateformes de gestion de centres et des supports audiovisuels, ainsi que des simulateurs de patients aux étudiants du domaine de la santé, et aux professionnels cliniques tout au long de leur cycle professionnel; conçoit et fabrique des respirateurs destinés aux patients hospitalisés aux soins intensifs en raison de la pandémie de COVID-19 (voir la note 3).

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également de façon historique le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de la Société sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Toutefois, en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19, il n'est pas attendu que les résultats suivent les tendances historiques au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2021 (voir la note 3).

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers-intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2020.

La pandémie de COVID-19 et les mesures prises en réaction à son éclosion ont entraîné des perturbations temporaires importantes des activités commerciales de la Société (voir la note 3). L'évolution rapide de la situation a créé un niveau élevé d'incertitude et de risque qui a eu des répercussions importantes sur les activités et les résultats financiers de la Société.

Les incertitudes créées par la pandémie de COVID-19 ont nécessité le recours au jugement et l'utilisation d'estimations pour les questions détaillées ci-dessous. Les répercussions éventuelles de la pandémie de COVID-19 augmentent le risque qu'un ajustement important de la valeur comptable des actifs nets de la Société soit effectué aux futures périodes de présentation de l'information financière.

Dépréciation d'actifs non financiers

La Société a tenu compte de l'incidence de la pandémie de COVID-19 dans le cadre de son évaluation des indicateurs de dépréciation, qui sont soumis à un jugement important. La Société a examiné les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence ainsi que d'autres actifs tels que les stocks et les actifs d'impôt différé. Les jugements, estimations et hypothèses utilisés sont basés sur les informations disponibles au terme de chaque période.

Dépréciation d'actifs financiers

La Société a examiné les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les pertes de crédit attendues de ses instruments financiers (principalement les créances clients et les actifs sur contrat). La Société a fondé son jugement selon le type de clients, dont plusieurs sont des entreprises établies et des organismes gouvernementaux, selon les activités dans lesquelles ces clients opèrent, et d'autres indicateurs qui pourraient conduire à des pertes de crédit non identifiées. Le montant et le moment des pertes de crédit attendues, ainsi que la probabilité qui leur est attribuée, sont fondés sur les informations disponibles au terme de chaque période.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 3, *Regroupement d'entreprises*, afin de clarifier la définition d'une entreprise, et d'assister les préparateurs à déterminer si une acquisition doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs. La norme modifiée apporte une définition plus restreinte d'une entreprise, ce qui pourrait entraîner une diminution des transactions comptabilisées comme regroupements d'entreprises comparativement à la précédente norme.

La Société a adopté ces modifications d'IFRS 3 le 1^{er} avril 2020 et les appliquera aux transactions survenant après cette date.

Modifications d'IFRS 16, *Contrats de location*

En mai 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 16, *Contrats de location*, ayant pour objectif d'offrir une mesure d'allègement aux preneurs qui comptabiliseront des allègements au titre des loyers accordés en raison de la pandémie de COVID-19. Les modifications prévoient une mesure de simplification facultative aux preneurs, celle de ne pas comptabiliser les allègements au titre des loyers comme des modifications de contrats de location, si ceux-ci sont des conséquences directes de la pandémie de COVID-19, en respectant certaines conditions.

La Société a adopté ces modifications d'IFRS 16 qui prennent effet le 1^{er} avril 2020. La Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification.

NOTE 3 – INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

La pandémie de COVID-19 a créé une incertitude sans précédent dans l'économie mondiale, l'industrie mondiale du transport aérien, le transport aérien de passagers et les activités de CAE. Plusieurs de ses clients sont confrontés à des défis importants, les compagnies aériennes et dans une moindre mesure, les exploitants de jets d'affaires ont été contraints d'immobiliser bon nombre de leurs appareils au sol à la suite des interdictions de voyager, des restrictions frontalières et de l'affaiblissement de la demande de transport aérien. La Société continue de prendre des mesures pour protéger la santé et la sécurité de ses employés, de travailler avec ses clients afin de réduire les perturbations potentielles et de soutenir sa collectivité en réagissant aux défis posés par cette pandémie mondiale. Cette pandémie a eu un impact important et immédiat sur tous ses secteurs, surtout celui des Solutions de formation pour l'aviation civile, en conséquence du choc sans précédent sur la demande et des perturbations importantes au niveau de ses propres activités, notamment des fermetures temporaires d'établissements, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, des retards dans l'exécution des programmes, des décisions d'achat plus lentes et des changements dans les priorités d'acquisition de ses clients.

Dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, l'incidence de la pandémie de COVID-19 s'est fait ressentir dès la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2020 et a entraîné la fermeture temporaire de certains centres de formation, la réduction du taux d'utilisation de ses simulateurs installés dans le réseau du fait de la diminution de la demande de la part des clients du secteur de l'aviation et des interruptions au niveau de l'exécution de son carnet de commandes. Au pire du premier trimestre de l'exercice 2021, plus de la moitié des centres de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile dans le monde avaient complètement suspendu leurs activités ou fonctionnaient à un rythme considérablement réduit. À la fin du mois de septembre 2020, tous les centres de formation précédemment fermés ont toutefois repris leurs activités. La Société a commencé à constater une reprise au niveau du taux d'utilisation de la formation, notamment dans sa division Formation pour l'aviation d'affaires, néanmoins elle continue à fonctionner à des niveaux nettement inférieurs à ceux de l'exercice précédent.

Le secteur Défense et sécurité continue à constater des retards dans l'octroi de nouveaux contrats, de même que dans l'exécution et l'avancement de certains programmes.

Dans le secteur Santé, les clients continuent de concentrer leurs efforts sur la gestion des demandes opérationnelles aiguës de cette crise sanitaire, ce qui s'est soldé par un budget moindre consacré aux activités normales et aux projets de formation.

La Société a continué à prendre une série de mesures flexibles pour protéger sa situation financière et préserver ses liquidités. Les mesures incluent la réduction des dépenses en immobilisations et des investissements en R-D, des mesures strictes de réduction des coûts, un gel des salaires, des réductions salariales, des semaines de travail réduites, des mises à pied, une suspension du dividende par action ordinaire et de son programme de rachat d'actions, de même que des reports de paiements sur certaines obligations locatives, et sur des obligations au titre des redevances gouvernementales et de la R-D, en réaction à l'incidence de la pandémie de COVID-19. La Société a également travaillé avec ses clients du secteur de la défense de manière à obtenir des paiements d'étapes plus favorables et à offrir d'autres modifications de contrat qui accroissent la portée des travaux, et négocié avec ses fournisseurs pour obtenir des modalités de paiement plus souples.

NOTE 4 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients par secteur, par produits et services et par secteur géographique, car la Société estime qu'elle décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel. Le résultat opérationnel sectoriel est calculé en excluant les coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes. Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
	<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>							
Produits des activités ordinaires externes	364,5	\$ 529,9	\$ 303,2	\$ 336,5	\$ 37,0	\$ 30,4	\$ 704,7	\$ 896,8
Dotations aux amortissements	58,9	57,3	13,3	14,6	4,0	3,5	76,2	75,4
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	24,4	0,7	4,2	0,4	1,0	—	29,6	1,1
Dépréciation des créances clients – montant net	0,8	1,6	—	—	—	—	0,8	1,6
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(0,9)	7,7	0,3	2,7	—	—	(0,6)	10,4
Résultat opérationnel sectoriel	51,9	100,2	24,2	26,0	3,2	(1,4)	79,3	124,8

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
	<i>Semestres clos les 30 septembre</i>							
Produits des activités ordinaires externes	612,5	\$ 1 007,5	\$ 583,4	\$ 657,0	\$ 59,3	\$ 57,9	\$ 1 255,2	\$ 1 722,4
Dotations aux amortissements	126,5	113,2	27,6	28,7	7,7	7,3	161,8	149,2
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	101,6	0,7	25,6	0,5	1,1	—	128,3	1,2
Dépréciation des créances clients – montant net	5,5	1,8	—	—	0,1	0,1	5,6	1,9
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(8,5)	16,6	0,2	5,9	—	—	(8,3)	22,5
Résultat opérationnel sectoriel	(46,0)	198,8	15,0	41,1	—	(4,2)	(31,0)	235,7

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel avec le résultat opérationnel s'établit comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Résultat opérationnel sectoriel	79,3	\$ 124,8	\$ (31,0)	\$ 235,7
Coûts de restructuration (Note 6)	(51,1)	—	(51,1)	—
Résultat opérationnel	28,2	\$ 124,8	\$ (82,1)	\$ 235,7

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme d'ajouts aux immobilisations corporelles et incorporelles, s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Solutions de formation pour l'aviation civile	16,5 \$	62,7 \$	36,5 \$	151,7 \$
Défense et sécurité	7,0	18,9	11,7	37,9
Santé	2,6	2,9	13,7	6,6
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	26,1 \$	84,5 \$	61,9 \$	196,2 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	4 772,9 \$	5 089,5 \$
Défense et sécurité	1 656,5	1 767,5
Santé	290,5	253,9
Actif non inclus dans l'actif utilisé	721,7	1 372,7
Total de l'actif	7 441,6 \$	8 483,6 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	1 035,3 \$	1 219,9 \$
Défense et sécurité	508,6	613,5
Santé	138,4	45,9
Passif non inclus dans le passif utilisé	3 410,4	4 026,0
Total du passif	5 092,7 \$	5 905,3 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits	284,5 \$	406,8 \$	474,6 \$	701,4 \$
Formation et services	420,2	490,0	780,6	1 021,0
Total des produits des activités ordinaires externes	704,7 \$	896,8 \$	1 255,2 \$	1 722,4 \$

Contrat avec le gouvernement du Canada pour les respirateurs CAE Air1

Le 10 avril 2020, la Société a conclu un accord avec le gouvernement du Canada pour la conception et la fabrication de 10 000 respirateurs CAE Air1 qui seront destinés aux patients hospitalisés aux soins intensifs en raison de la pandémie de COVID-19. Les livraisons ont débuté au deuxième trimestre de l'exercice 2021.

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est réparti entre les zones géographiques en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société. La Société a rétrospectivement retraité l'information par zone géographique de la période de comparaison afin de rendre sa présentation conforme à celle de l'exercice considéré.

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	66,3 \$	56,6 \$	119,7 \$	164,2 \$
États-Unis	384,0	402,1	671,3	737,9
Royaume-Uni	33,5	56,0	59,2	99,4
Autres pays d'Amérique	10,9	21,5	23,1	45,8
Europe	115,6	168,0	201,7	328,9
Asie	80,5	177,5	148,2	316,1
Océanie et Afrique	13,9	15,1	32,0	30,1
	704,7 \$	896,8 \$	1 255,2 \$	1 722,4 \$
			30 septembre 2020	31 mars 2020
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé				
Canada			1 402,9 \$	1 449,4 \$
États-Unis			1 680,7	1 845,5
Royaume-Uni			374,9	403,3
Autres pays d'Amérique			221,2	250,4
Europe			753,7	801,0
Asie			529,6	586,9
Océanie et Afrique			37,6	35,1
			5 000,6 \$	5 371,6 \$

NOTE 5 – AUTRES (PROFITS) ET PERTES

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Dépréciation d'actifs non financiers	5,5 \$	— \$	103,5 \$	— \$
Montant net des gains de change	(6,5)	(12,3)	(9,6)	(13,0)
Autres	(1,7)	0,8	—	1,2
Autres (profits) et pertes	(2,7) \$	(11,5) \$	93,9 \$	(11,8) \$

Dépréciation d'actifs non financiers

Compte tenu des répercussions négatives de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale, les principaux marchés de la Société, ses produits et ses clients, la Société a pris en considération les conditions évolutives et les impacts de la pandémie de COVID-19 dans le cadre de son analyse des indicateurs de dépréciation pour les actifs non financiers. À la suite de ces analyses, la Société a comptabilisé des pertes de valeur sur actifs non financiers de 5,5 millions \$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020 et de 103,5 millions \$ au cours du semestre clos le 30 septembre 2020.

Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, la diminution de la demande de la part des clients du secteur de l'aviation, les changements effectués par nos clients quant au type d'avions exploités, et l'activité réduite dans la formation sur hélicoptère en raison de la pandémie de COVID-19 ont entraîné la comptabilisation de pertes de valeur de 2,8 millions \$ pour les immobilisations corporelles et 0,4 million \$ pour les immobilisations incorporelles au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, et de 46,7 millions \$ pour les immobilisations corporelles, principalement des simulateurs et des pièces, de 22,2 millions \$ pour les immobilisations incorporelles, notamment des frais de développement inscrits à l'actif et des relations clients, et de 11,2 millions \$ pour les stocks au cours du semestre clos le 30 septembre 2020.

Pour le secteur Défense et sécurité, le marché a été influencé par les conditions évolutives de la pandémie de COVID-19, ce qui a induit des changements dans les besoins des clients, ainsi que dans la recouvrabilité attendue de certaines technologies et de certains produits, et entraîné la comptabilisation de pertes de valeur de 2,3 millions pour les stocks au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, et de 12,6 millions \$ pour les immobilisations incorporelles, principalement des frais de développement inscrits à l'actif, et de 10,8 millions \$ pour les stocks au cours du semestre clos le 30 septembre 2020.

Autres

Durant le trimestre clos le 30 septembre 2020, la Société a enregistré un gain net de réévaluation de 12,7 millions \$ lié aux reports de paiements obtenus auprès des gouvernements sur certaines obligations au titre des redevances et de la R-D dans le cadre de leur réponse économique à la pandémie de COVID-19. Le gain a été compensé par des coûts encourus liés à la pandémie de COVID-19 pour l'achat d'équipements de protection personnelle pour les employés et clients de la Société, des provisions additionnelles et d'autres coûts de 7,4 millions \$ résultant directement de la réponse de la Société à la pandémie de COVID-19.

NOTE 6 – COÛTS DE RESTRUCTURATION

Le 12 août 2020, la Société a annoncé qu'elle adopterait des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant ses actifs et sa présence à l'échelle mondiale, en adaptant son effectif mondial et en ajustant ses activités en fonction de la baisse attendue de la demande pour certains produits et services. À la suite de ces mesures, la Société a mis en place un plan de restructuration principalement composé de frais immobiliers, de relocalisations d'actifs, et d'autres coûts directement liés à l'optimisation de sa présence opérationnelle, de même que d'indemnités de cessation d'emploi.

Les coûts de restructuration encourus s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Dépréciation d'actifs non financiers	23,8 \$	— \$	23,8 \$	— \$
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	19,9	—	19,9	—
Autres coûts	7,4	—	7,4	—
Total des coûts de restructuration	51,1 \$	— \$	51,1 \$	— \$

La dépréciation d'actifs non financiers comprend la dépréciation d'immobilisations corporelles liées aux dispositifs de formation considérés comme excédentaires et aux immeubles, et d'actifs au titre du droit d'utilisation relatifs aux installations immobilières que la Société loue, afin de s'aligner avec l'optimisation de sa présence opérationnelle ainsi que ses actifs.

NOTE 7 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

Nouvelle facilité de crédit renouvelable non garantie

Le 9 avril 2020, la Société a conclu une nouvelle entente d'une durée de deux ans pour une facilité de crédit à terme renouvelable non garantie d'un montant de 500,0 millions \$. Le taux d'intérêt applicable de la facilité de crédit à terme est variable, auquel s'ajoute une marge déterminée selon l'utilisation de la facilité et la notation de crédit de la Société. La nouvelle facilité permettra un accès à des liquidités supplémentaires et s'ajoute à la facilité courante de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions \$ US.

Modification du programme d'achat de créances

Le 19 mai 2020, la Société a conclu une entente visant à porter de 300,0 millions \$ US à 400,0 millions \$ US la limite de son programme d'achat de créances.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	24,7 \$	25,1 \$	51,7 \$	49,7 \$
Obligations locatives	6,0	5,7	11,5	11,9
Obligations au titre des redevances	2,6	2,9	5,1	5,8
Obligations au titre des avantages du personnel	1,6	1,4	3,2	2,7
Autres	3,9	3,2	6,4	7,0
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(0,6)	(1,3)	(1,3)	(2,8)
Charges financières	38,2 \$	37,0 \$	76,6 \$	74,3 \$
Produits financiers :				
Prêts et contrats de location-financement	(2,6) \$	(1,9) \$	(5,2) \$	(3,6) \$
Autres	(0,4)	(0,8)	(1,1)	(1,5)
Produits financiers	(3,0) \$	(2,7) \$	(6,3) \$	(5,1) \$
Charges financières – montant net	35,2 \$	34,3 \$	70,3 \$	69,2 \$

NOTE 8 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La comptabilisation de la participation gouvernementale, autre que celle provenant des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'établit comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Portée au crédit des actifs non financiers	5,3 \$	2,5 \$	8,7 \$	6,6 \$
Portée au crédit du résultat net	5,5	4,4	10,7	10,6
	10,8 \$	6,9 \$	19,4 \$	17,2 \$

Programmes d'aide gouvernementale COVID-19

Dans le monde entier, les gouvernements ont réagi à la pandémie de COVID-19 en mettant en place un éventail de mesures d'assouplissement financières et de programmes d'aide pour les entreprises et les employés touchés. Les programmes d'aide publique qui répondent à la définition d'une subvention publique ont été comptabilisés selon les dispositions particulières de la norme IAS 20, *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique*.

La Société s'est prévalué, ou tente actuellement de se prévaloir, des programmes d'aide gouvernementale offerts dans les pays où elle exerce des activités. Le 11 avril 2020, la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) a été promulguée au Canada, laquelle vise à aider les entreprises canadiennes à maintenir en poste leurs employés et à faire face aux défis liés à la pandémie de COVID-19. La Société a bénéficié du programme de la SSUC au cours du semestre clos le 30 septembre 2020, ce qui lui a permis de rappeler les employés précédemment mis à pied ou ayant des semaines de travail réduites. Les subventions salariales ont été utilisées pour remplacer les mesures de réduction des coûts prises et pour atténuer l'impact sur les employés touchés. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, la participation gouvernementale relative aux programmes d'aide COVID-19 nouvellement adoptés, principalement accordée sous forme de remboursement de salaires, totalise 41,9 millions \$, dont 6,7 millions \$ ont été portés au crédit des actifs non financiers et 35,2 millions \$ ont été portés au crédit du résultat net. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2020, la participation gouvernementale relative aux programmes d'aide COVID-19 nouvellement adoptés, principalement accordée sous forme de remboursement de salaires, totalise 98,6 millions \$, dont 19,0 millions \$ ont été portés au crédit des actifs non financiers et 79,6 millions \$ ont été portés au crédit du résultat net. Le gouvernement du Canada a maintenu le programme de la SSUC jusqu'en juin 2021 et la Société a l'intention de continuer à bénéficier de ce programme, sous réserve de répondre aux critères d'admissibilité.

Nouvelle entente de participation financière

Le 14 septembre 2020, la Société a conclu une nouvelle entente de participation financière avec Investissement Québec (IQ). En vertu de cette entente, IQ a accepté d'investir jusqu'à 30,0 millions \$ dans des contributions remboursables sur des dépenses admissibles relatives aux programmes de R-D du secteur Santé.

NOTE 9 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**Capital-actions****Rachat et annulation d'actions ordinaires**

Le 7 février 2020, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 321 474 actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 25 février 2020 et prendra fin le 24 février 2021 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées. Le 6 avril 2020, la Société a annoncé la suspension de son programme de rachat d'actions en réaction à l'incidence de la pandémie de COVID-19 (voir la note 3).

Pour le semestre clos le 30 septembre 2020, aucune action ordinaire n'a été rachetée et annulée aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (591 731 actions en 2019 au prix moyen pondéré de 34,10 \$ par action ordinaire).

Calcul du résultat par action

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	265 781 223	266 183 268	265 719 079	265 974 281
Effet dilutif des options sur actions	—	2 030 021	—	1 911 334
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	265 781 223	268 213 289	265 719 079	267 885 615

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, des options visant l'acquisition de 6 566 429 actions ordinaires (aucune en 2019) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif. Pour le semestre clos le 30 septembre 2020, des options visant l'acquisition de 4 236 929 actions ordinaires (1 189 100 en 2019) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Le 6 avril 2020, la Société a annoncé la suspension temporaire des dividendes sur actions ordinaires en réaction à l'incidence de la pandémie de COVID-19 (voir la note 3).

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, aucun dividende n'a été déclaré (29,3 millions \$ en 2019, soit 0,11\$ par action). Pour le semestre clos le 30 septembre 2020, aucun dividende n'a été déclaré (55,9 millions \$ en 2019, soit 0,21\$ par action).

NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2020	2019
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	13,5 \$	(49,0) \$
Actifs sur contrat	51,4	(51,1)
Stocks	(104,2)	(48,7)
Acomptes	(6,0)	(8,2)
Impôt sur le résultat	1,5	(8,9)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(91,5)	(144,0)
Provisions	12,0	(5,0)
Passifs sur contrat	(60,3)	1,2
	(183,6) \$	(313,7) \$

Information supplémentaire :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2020	2019
Intérêts payés	56,7 \$	62,3 \$
Intérêts reçus	6,3	5,0
Impôt sur le résultat payé	12,3	18,1

Programme d'achat de créances

Au 30 septembre 2020, la valeur nette comptable des créances clients initialement vendues à une institution financière dans le cadre du programme d'achat de créances totalise un équivalent de 243,7 millions \$ dollars canadiens (333,1 millions \$ au 31 mars 2020), dont 23,3 millions \$ (38,8 millions \$ au 31 mars 2020), correspondant au niveau d'implication de la Société, demeurent dans les créances clients avec un montant correspondant inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer.

NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps, les options d'achat et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des placements en actions dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers par catégorie se présentent comme suit :

	Niveau	30 septembre		31 mars	
		Valeur	2020	Valeur	2020
		comptable	Juste valeur	comptable	Juste valeur
		Total	Total	Total	Total
Actifs (passifs) financiers à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	258,0 \$	258,0 \$	946,5 \$	946,5 \$
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	11,6	11,6	12,4	12,4
Swaps et options d'achat sur actions	Niveau 2	(39,2)	(39,2)	(55,5)	(55,5)
Contrats de change à terme	Niveau 2	4,3	4,3	(7,2)	(7,2)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	8,3	8,3	(0,3)	(0,3)
Contrats de change à terme	Niveau 2	3,4	3,4	(31,6)	(31,6)
Actifs (passifs) financiers comptabilisés au coût amorti					
Créances clients ¹⁾	Niveau 2	513,9	513,9	514,5	514,5
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	141,1	152,7	155,0	183,2
Acomptes à un placement de portefeuille	Niveau 2	29,1	29,1	29,7	29,7
Autres actifs ²⁾	Niveau 2	23,0	21,7	22,1	20,5
Dettes fournisseurs et charges à payer ³⁾	Niveau 2	(582,5)	(582,5)	(709,1)	(709,1)
Total de la dette à long terme ⁴⁾	Niveau 2	(2 182,9)	(2 428,1)	(2 830,6)	(2 960,4)
Autres passifs non courants ⁵⁾	Niveau 2	(168,8)	(168,5)	(182,0)	(167,9)
Actifs financiers à la JVAERG					
Placements en actions	Niveau 3	3,3	3,3	3,3	3,3
		(1 977,4) \$	(2 212,0) \$	(2 132,8) \$	(2 221,9) \$

¹⁾ Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.

²⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

³⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁴⁾ Exclut les obligations locatives. La valeur comptable exclut les coûts de transaction.

⁵⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

NOTE 12 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les soldes en cours de la Société auprès de ses participations mises en équivalence s'établissent comme suit :

	30 septembre	31 mars
	2020	2020
Créances clients	42,3 \$	51,2 \$
Actifs sur contrat	32,4	38,5
Autres actifs	22,4	25,6
Dettes fournisseurs et charges à payer	5,9	5,7
Passifs sur contrat	26,9	28,8
Autres passifs non courants	1,6	1,7

Les transactions de la Société avec ses participations mises en équivalence s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2020	2019	2020	2019
Produits des activités ordinaires	29,0 \$	23,8 \$	67,3 \$	57,0 \$
Achats	(0,1)	0,4	0,4	0,7
Autres produits	0,3	0,2	0,7	0,5